

Plan Local d'Urbanisme Modification n°1



1

Rapport de
présentation
complémentaire

Département du Rhône

Commune de
BIBOST



34, rue Georges Plasse
42 300 ROANNE
Tel. : 04 77 67 83 06
E-mail : urbanisme@realites-be.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan d'Occupation des Sols approuvé le 7 Mars 1989
Mise en révision du POS par délibération du Conseil Municipal en date du 9 Avril 2008
Arrêt du projet de PLU par délibération du Conseil Municipal en date du 30 Mai 2012

Approbation du PLU en Conseil Municipal le 25 Septembre 2013

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 Septembre 2013

REVISIONS ET MODIFICATIONS

Modification n°1 :

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 10 novembre 2020 et à l'arrêté municipal du 13 avril 2022

Modification n°2 :

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 7 mars 2022 et à l'arrêté municipal du 13 avril 2022

Commune de BIBOST



Modification n°1 du PLU

1 Rapport de présentation

Plan Local d'Urbanisme de Bibost approuvé le 25 septembre 2013

Modification n°1 prescrite par délibérations du Conseil Municipal en date du 10 novembre 2020 et par arrêté du Maire en date du 13 avril 2022

Vu pour être annexée à la délibération du Conseil Municipal prescrivant la modification n°2 du PLU de Bibost en date du 10 novembre 2020 et à l'arrêté municipal du 13 avril 2022

Réf : 48066



SOMMAIRE

Sommaire	1
Préambule	3
Document d’urbanisme en vigueur	3
Les motivations de l’évolution du PLU et objet de la procédure de modification n��2 du PLU	3
La procédure de modification	4
Contexte communal	6
Présentation générale de la commune	6
Contexte intercommunal de la commune	7
Les règles supra-communales	8
Les orientations du Projet d’Aménagement et de Développement Durables du PLU de 2013	12
Diagnostic agricole	13
Evolution du nombre d’exploitations et de la surface agricole	13
Une agriculture tournée vers l’arboriculture	15
Des protections agricoles	16
Mise à jour des données agricoles de Bibost	17
Objectif de la modification du Plan Local d’Urbanisme	21
Concept du zonage agricole dans le PLU	21
Projet agricole aux Mollières	22



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Modification apportée au PLU	26
La modification du zonage	26
La modification des superficies	28
Prise en compte de l'environnement	30
Présentation du site	30
Les ressources	31
La biodiversité	33
Les enjeux paysagers	42
Les nuisances et Risques	43
Annexe 1 : délibération de prescription de la modification du 10 novembre 2020	45



PREAMBULE

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme de Bibost a été approuvé le 25 septembre 2013. Il n'a fait l'objet d'aucune procédure d'évolution depuis.

LES MOTIVATIONS DE L'ÉVOLUTION DU PLU ET OBJET DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION N°2 DU PLU

La commune a décidé d'engager **une procédure de modification n°1 du PLU** par délibération du conseil municipal en date du 10 novembre 2020 (*délibération jointe en annexe n°1 du présent rapport*).

Cette procédure avait pour objectif :

- Étendre la zone naturelle Nh au détriment de la zone agricole A pour permettre l'aménagement de bâtiments existants, dont la destination a quitté l'agriculture.
- Étendre la zone agricole A au détriment de la zone agricole inconstructible As sur le secteur des Molières pour permettre le développement d'un centre équestre.
- Modifier la zone Up pour permettre l'installation d'abris de jardin démontables.

Au cours de l'étude, il s'est avéré que le premier point concernant l'extension des zones Nh n'était pas opportun et que ce sujet nécessite une démarche plus globale et sera prise en compte dans le cadre d'une réflexion globale de révision générale du PLU. En effet, les lois Alur, LAAAF et Macron de 2014 ont supprimé le

pastillage Nh et il conviendra de réfléchir plus globalement au classement de ces hameaux et écarts en zone agricoles et/ou naturelle. De plus, un tel objet nécessite la réalisation d'une procédure de révision et non pas de modification.

Le second sujet fait ainsi l'objet de la procédure de modification n°1 du PLU sur la thématique agricole et la modification du zonage agricole sur le secteur des Molières pour répondre à un projet d'une exploitation agricole existante.

Enfin, le dernier point concerne une réflexion plus globale qui sera engagée dans le cadre d'une révision générale du PLU.

Ainsi, cette procédure de modification n°1 du PLU, qui fait l'objet du présent dossier, concerne uniquement l'extension de la zone agricole constructible sur le secteur des Molières pour permettre le développement d'un centre équestre et régulariser un permis précaire.

Par ailleurs, la commune a souhaité engager une seconde procédure de modification du PLU, en parallèle de cette procédure, portant sur la thématique de l'habitat, avec l'objectif d'ouvrir à l'urbanisation des zones à urbaniser à vocation d'habitat dans le bourg. Une délibération dans ce sens a été prise lors du conseil municipal en date du 7 mars 2022.

Le Code l'Urbanisme dans son article L. 153-36 dispose que : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* »



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas ».

Cette procédure implique que les modifications apportées à votre document d'urbanisme :

- Ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne réduise pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne réduise pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- N'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les 6-9 ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- Ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Extrait de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1) modifiant cet article : Au 4° de l'article L. 153-31, le mot : « neuf » est remplacé par le mot : « six ».

Le 2° du même I n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un plan local d'urbanisme adopté avant le 1^{er} janvier 2018. Pour ces zones, le 4° de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de la présente loi.

Cette présente modification du PLU engendre uniquement la modification du zonage sur le secteur des Mollières.

LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Selon l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, modifié par décret en date du 13 octobre 2021 : « les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur modification prévue à l'article L.13-36, lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° De leur modification simplifiée prévue aux articles L.131-7 et L.131-8, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision ;

3° De leur modification prévue à l'article L.153-36, autre que celle mentionnée aux 1° et 2°, s'il est établi, après examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-33 à R.104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables dans l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ».

La commune de Bibost n'est pas concernée par un site Natura 2000 et est concernée par le 3° de cet article, avec une demande au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale. Cette dernière dispose d'un délai de deux mois pour transmettre son avis, en cas de non-réponse il sera nécessaire de faire une évaluation environnementale

Le dossier de modification sera transmis aux personnes publiques associées avant l'enquête publique afin de pouvoir ainsi formuler leurs avis.

Ensuite, la phase d'enquête publique pourra se dérouler, et le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions motivées.

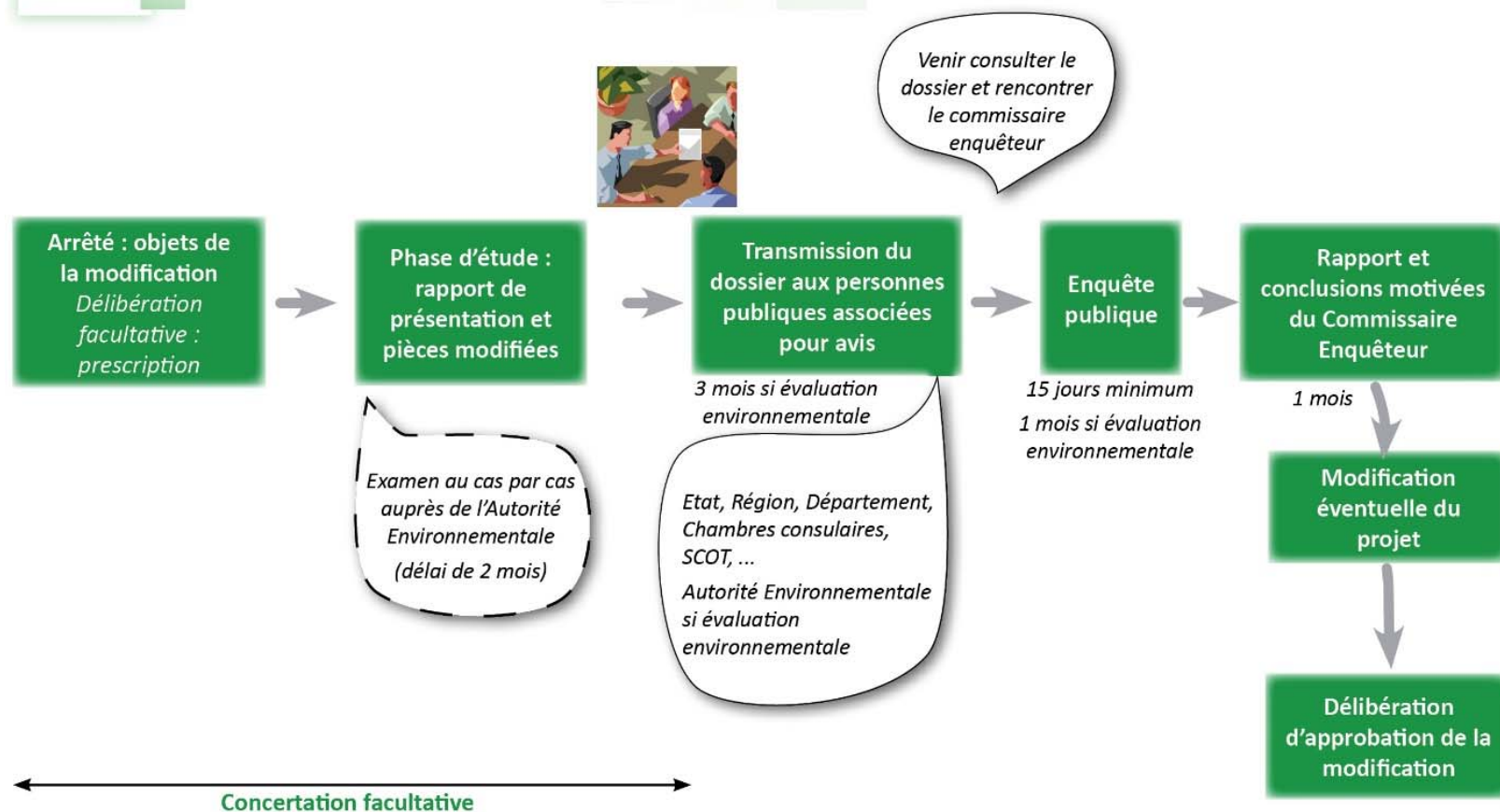
Le projet de modification pourra être modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et du rapport du commissaire enquêteur.

La modification sera approuvée en Conseil Municipal.



Aucune concertation n'est engagée sur ce projet au vu des objets, mais l'enquête publique permet d'impliquer les habitants.

PROCÉDURE DE MODIFICATION DU PLU





CONTEXTE COMMUNAL

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

Bibost est située au Sud-Ouest du département du Rhône et à l'Ouest de l'agglomération lyonnaise. Elle se situe à 10 km de L'Arbresle, à 37 km du centre de Lyon et à 44 km de Feurs, dans la Loire.

- Superficie : 535 ha
- Altitude du village : 420 m
- Nombre d'habitants (2019) : 558
- Densité (2019) : 107 habitants par km²
- Nom des habitants : bibolands et bibolandes

Les communes voisines sont Bessenay au Sud, Saint-Julien-sur-Bibost à l'Ouest et Savigny au Nord et à l'Est.

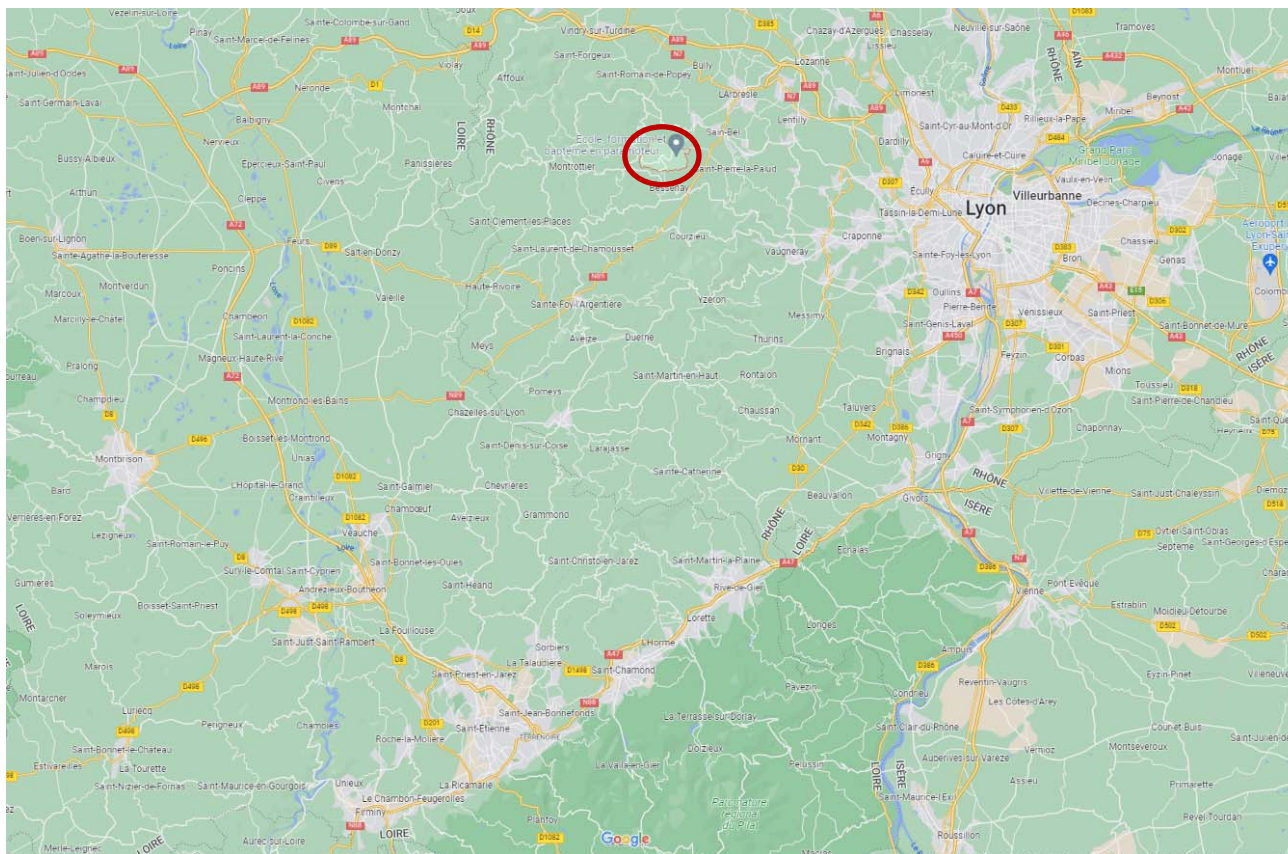
Village de type rural, sa superficie s'étend sur 535 hectares dont 68 % est occupé par l'activité agricole, dont un grand nombre de vergers (cerisiers). La commune fait partie des Coteaux du Lyonnais, à proximité des Monts du Lyonnais.

Les boisements occupent 80 ha de surfaces, soit 15% de la superficie communale.

Elle se compose d'un bourg centre (Bibost) et de trois hameaux :

- à l'Est du bourg centre, La Calonnière,
- au Sud-Ouest, le Trève
- au Sud, Le Planin.

La morphologie de la commune est celle d'un archipel. De nombreux lieux-dits viennent se greffer autour de ces quatre noyaux, essentiellement composés de bâtiments d'exploitations agricoles.





CONTEXTE INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNE

- **Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle**

Bibost appartient à la communauté de communes du Pays de l'Arbresle, créée par arrêté du 30 décembre 1994. Elle rassemblait alors 15 communes, autour de celle de l'Arbresle. Aujourd'hui, elles sont 17, les communes de Dommartin et de Lentilly ayant rejoint cet établissement.

Les élus sont en cours d'établissement de leur projet de territoire.

Le Pays de l'Arbresle détient plusieurs compétences :

- Compétences obligatoires
 - o Aménagement de l'espace : Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire / Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et schéma de secteur
 - o Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
 - o Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
 - o Actions de développement économique : Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale et touristique / Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire / Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.
 - o Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations GEMAPI sur le versant de l'Yzeron, sur le bassin versant de l'Azergues et sur le bassin versant Brévenne Turdine
 - Compétences optionnelles :
 - o Protection et mise en valeur de l'environnement
 - o Politique du logement et du cadre de vie
 - o Création, aménagement et entretien de la voirie
 - o Action sociale d'intérêt communautaires
 - o Assainissement collectif et non collectif
 - Compétences facultatives : Petite enfance / Jeunesse / Transport et mobilité / Santé / Numérique / Patrimoine / Gestion des eaux pluviales urbaines / compétences complémentaires GEMAPI / Culture
- **Syndicat intercommunal des énergies du Rhône**
 - **Syndicat des Eaux des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier**





LES REGLES SUPRA-COMMUNALES

- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires**

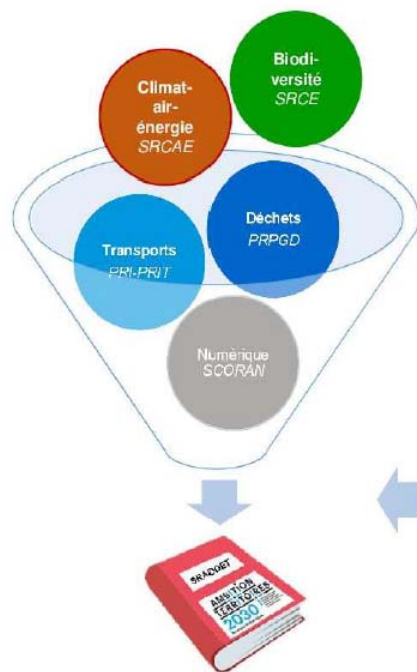
Le SRADDET a été adopté le 20 décembre 2019 et approuvé le 10 avril 2020.

Il rassemble de nombreux documents relatifs aux thématiques climat-air-énergie, biodiversité, transports, déchets, numérique.

Il définit une feuille de route sur 11 thématiques à l'horizon 2030.

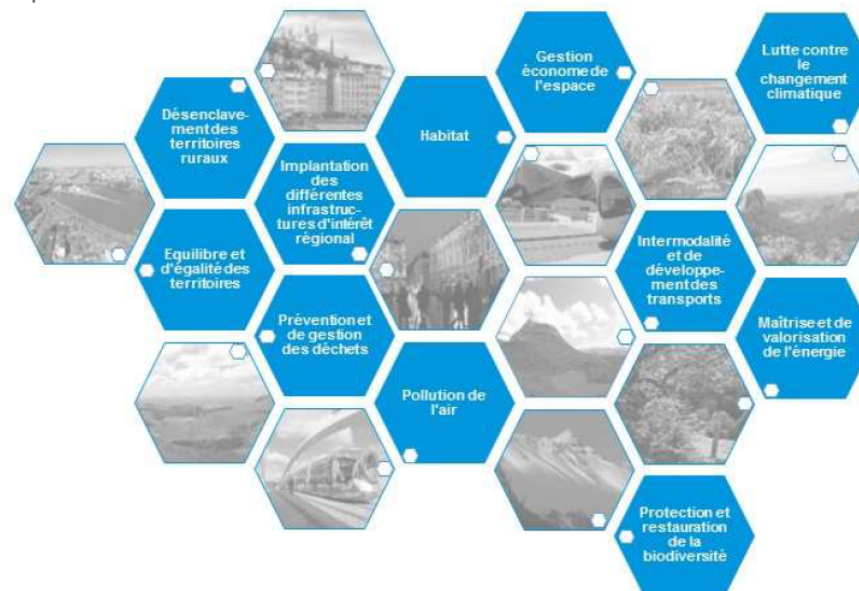
Il se compose :

- un rapport constitué :
 - o une synthèse de l'état des lieux
 - o enjeux
 - o une ambition
 - o objectifs stratégiques, prescriptifs, illustrés d'une carte synthétique indicative
- un fascicule regroupant :
 - o les règles générales prescriptives
 - o les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET
- des annexes sans caractère de prescriptivité.



Les SCOT, PLUi, PLU doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

Feuille de route en matière d'aménagement du territoire et d'environnement, le SRADDET conjugue 11 thématiques.



Les règles prescriptives sont relatives à :

- Aménagement du territoire et de la montagne
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports
- Climat, air, énergie : performances énergétique, énergie renouvelable, diminution des GES...
- Protection et restauration de la biodiversité : continuités écologiques, réservoirs de biodiversité, corridors écologiques...
- Prévention et gestion des déchets
- Risques naturels



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



• Loi Montagne

La commune de Bibost est située partiellement en zone de montagne.

- Arrêté du 28/04/1976 : Sections A2, A3, A4 et A5 en partie (lieu-dit : Le Trêve),
- Arrêté du 25/07/1985 : Sections A1 et en partie les sections A5, B1, B2, B3, B4.

Les dispositions des articles L. 145-1 à L. 145-13 du code de l'urbanisme précisent l'ensemble des conditions d'utilisation des espaces d'une commune classée en zone de montagne, ses grands principes étant :

- La prévention des terres nécessaires au développement des activités agricoles ;
- La préservation des espaces, des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine culturel et naturel montagnard ;
- L'urbanisation en continuité des bourgs, villages et hameaux, dans le respect des dispositions précitées.

• La Directive Territoriale d'Aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise

La Directive territoriale d'Aménagement de l'Aire métropolitaine lyonnaise a été approuvée par décret du 9 janvier 2007 et regroupe 382 communes dont 48 communes ligériennes. Ce document a été retraduit au sein du SCOT de l'Ouest Lyonnais.

• Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Lyonnais

Les 41 communes de l'Ouest Lyonnais, rassemblées en 4 communautés de communes sont unies autour d'une même ambition : construire, définir et mettre en œuvre le projet de territoire de l'Ouest Lyonnais.

Le SCOT de l'Ouest Lyonnais a été approuvé le 2 février 2011. Les grandes orientations d'aménagement retenues par les élus de l'Ouest Lyonnais sont :

- Mettre en œuvre un mode de développement "Ouest Lyonnais" organisé autour du concept de villages densifiés avec préservation de la structure villageoise et la recherche de formes urbaines plus économes en espace (*principe 1 du PADD*)
- Assurer un meilleur équilibre des territoires du SCOT en matière de mobilités et de déplacements en développant, en particulier, les transports en commun (*principe 2 du PADD*)
- Préserver la "marque identitaire" du territoire en assurant la pérennité des espaces agricoles ainsi que la gestion et la mise en valeur des espaces naturels (*principe 3 du PADD*)

Le SCOT de l'Ouest Lyonnais est actuellement en cours de révision. Il s'agit notamment de prolonger le projet de territoire « Ouest Lyonnais » au-delà de 2020, terme actuel du SCOT et l'adapter aux grands enjeux du territoire.

La révision est également rendue nécessaire par les nouvelles dispositions législatives et réglementaires que le SCOT doit respecter. Il doit ainsi faire l'objet de compléments : par exemple pour les volets biodiversité, mobilité, consommation des espaces, énergie/climat ou encore communication électronique. De plus, des points devront être renforcés, sur le respect des paysages, des déplacements ou des ressources naturelles.

Certains documents locaux sont à intégrer davantage, comme le DAC (Document d'Aménagement Commercial) et le PCET (Plan Climat Energie Territorial) en lien avec les objectifs TEPOS (Territoire à Energie POSitive), portés par le Syndicat de l'Ouest Lyonnais.

Après 5 ans d'application, la révision est aussi l'opportunité de réaliser une évaluation du SCOT afin de pallier les problèmes d'application rencontrés et parfaire les outils contenus dans le SCOT.

Toutefois, le SCOT actuellement opposable reste le SCOT approuvé en 2011 et s'appliquant sur la période 2006-2020. Bibost est classée actuellement en polarité 4 au sein de l'armature du SCOT.



- **Le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de l'Arbresle**

Le PLH fixe des objectifs en matière de croissance démographique, de production de logements, de mixité sociale, de réhabilitation et de rénovation de l'habitat privé, en lien avec les orientations du SCOT de l'Ouest Lyonnais.

La production de logement retenue par le SCOT pour le territoire du Pays de l'Arbresle s'élève à 3 811 logements, sur 14 ans (2006-2020).

Un 1^{er} PLH a été réalisé sur 2007-2012 (6 ans) et prolongé sur l'année 2013.

Le bilan de ce PLH montre un total de 1 733 logements produits pour un objectif de 1 505 logements (*1 281 logements sur 2007-2012 + 224 pour 2013*).

Bibost avait un objectif de 35 logements pour 2007-2012, avec 5 logements supplémentaires pour 2013 et a réalisé un total de 43 logements.

Un second PLH a été approuvé sur la période 2014 à 2019, pour une durée de 6 années et prolongé pour une période deux ans (2021).

Le bilan fait état, sur la période 2014-2019, de 1 320 logements commencés (données bilan PLH2 et données SitaDel), contre un objectif de 1 800 logements inscrit au PLH2.

Ainsi le bilan de ces 2 PLH montrent que les objectifs du SCOT à l'échelle du Pays de l'Arbresle ne sont pas atteints avec 3 053 logements pour un objectif de 3 811 logements.

Un nouveau PLH est en cours d'approbation pour la période 2022-2028.

Il est précisé que le SCOT actuellement opposable de l'Ouest Lyonnais déclinait des prévisions jusqu'en 2020 et qu'il est en cours de révision mais sans dispositions chiffrées pour la prochaine étape.

Le diagnostic réalisé dans le cadre du PLH3 montre un ralentissement de la croissance démographique annuel moyen sur le territoire.

Dans le cadre du 1^{er} objectif de développement démographique et résidentiel, il est défini un nouveau niveau d'armature pour les villages à niveau de services à conforter. Bibost fait ainsi partie de cette catégorie.

La thématique de la consommation d'espace est également prise en compte, avec pour les villages à niveau de services à conforter une densité entre 20 et 25

logements à l'hectare ainsi qu'une proportion de 25% minimum de l'objectif de production de logements au sein de l'enveloppe urbaine du noyau urbain équipé. Ce PLH3 définit un objectif de 2 166 logements sur 6 ans, dont 35 pour Bibost.

- **Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de l'Ouest Lyonnais**

Le PCAET a été arrêté le 19 février 2022 et s'établit pour une durée de 6 ans, 2020-2025. Il n'est pas encore approuvé.

L'Ouest Lyonnais s'est engagé depuis plusieurs années déjà dans une démarche de transition énergétique et écologique ambitieuse, via notamment l'adoption en 2012 d'un premier Plan Climat Énergie volontaire (car non soumis à obligation) ou encore le lancement de la démarche TEPOS (Territoire à Énergie Positive) en 2015.

La stratégie vise à fixer des objectifs à horizon 2050, en incluant des étapes intermédiaires (2026, 2030). Ces objectifs ont été définis de manière à être à la fois ambitieux et atteignables. C'est pourquoi les potentiels maximaux indiqués dans le diagnostic ne sont pas nécessairement atteints.

Voici quelques grands objectifs chiffrés à horizon 2050 à retenir :

- Énergie
 - o Réduction de 46% des consommations énergétiques du territoire.
 - o Multiplication par 3,6 de la production d'énergie renouvelable produite actuellement sur le territoire.

Il restera 755 GWh à importer ou à produire autrement en 2050, soit 50% des consommations énergétiques (qui ne seront pas nécessairement fossiles : pourront être des ENR importées).
- Gaz à effet de serre et stockage du carbone
 - o Réduction de 59% des émissions de GES.
 - o Stockage de 78% des émissions restantes.

Le territoire continuera de produire 9% d'émissions de 2015 de GES en 2050.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



- Qualité de l'air :
 - o Réduction de 66% des émissions de polluants atmosphériques.
- Les priorités concernant l'évolution du climat :
 - o Ressource en eau : préserver la ressource en eau (nappes, cours d'eau) du territoire pour l'alimentation en eau potable, les besoins agricoles et la qualité des cours d'eau.
 - o Agriculture : maintenir une activité agricole locale et durable, qui s'adapte aux nouvelles conditions liées au changement climatique.
 - o Santé et confort : aménager les espaces urbains pour adapter les centres-bourgs et lutter contre les îlots de chaleur.

Il s'accompagne d'un programme d'actions pour répondre à chacun de ces objectifs.

- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée Corse**

Les travaux d'élaboration du SDAGE 2022-2027 sont engagés sur le bassin depuis juillet 2018. Lors de sa séance du 18 mars 2022, le comité de bassin a adopté à l'unanimité le SDAGE et a donné un avis favorable sur le programme de mesures correspondant.

- **Les principes généraux du code de l'urbanisme**

Principes généraux du code de l'urbanisme – L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- 4° La sécurité et la salubrité publiques ;
- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- 6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;
- 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
- 8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales ».



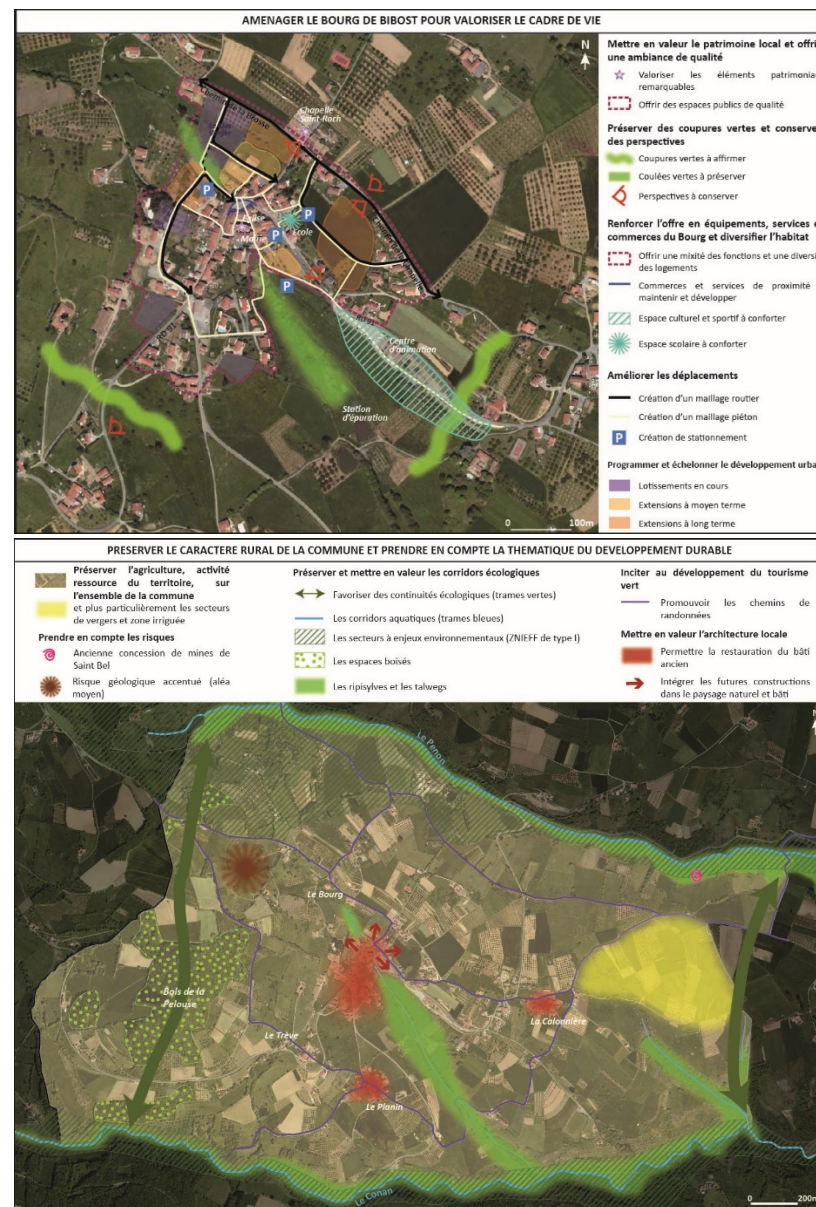
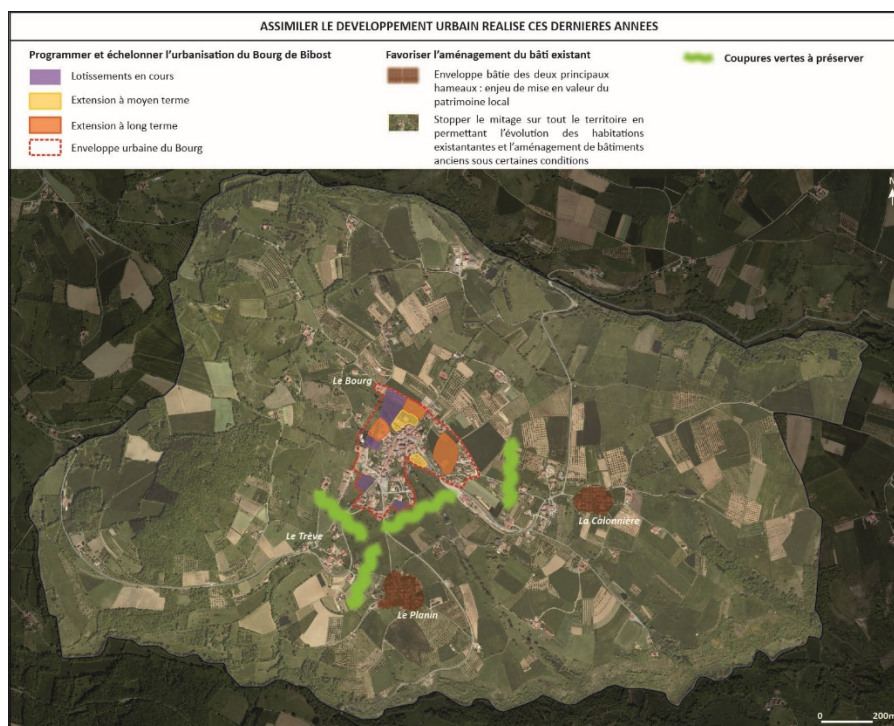
Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DU PLU DE 2013

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de 2013 sont articulées autour de 3 thématiques :

- Fiche 1 : Assimiler le développement urbain réalisé ces dernières années
- Fiche 2 : Aménager le centre bourg de Bibost pour valoriser le cadre de vie
- Fiche 3 : Préserver le caractère rural de la commune et prendre en compte la thématique du développement durable





DIAGNOSTIC AGRICOLE

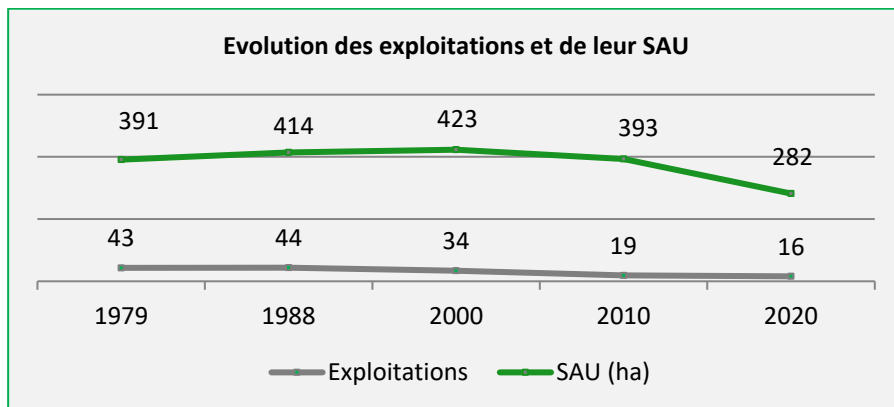
Le diagnostic agricole réalisé en cours d'étude du PLU en 2013 a été mis à jour. Bibost fait partie de la région agricole des Monts du Lyonnais, classée en partie en zone défavorisée de montagne du Massif Central.

EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET DE LA SURFACE AGRICOLE

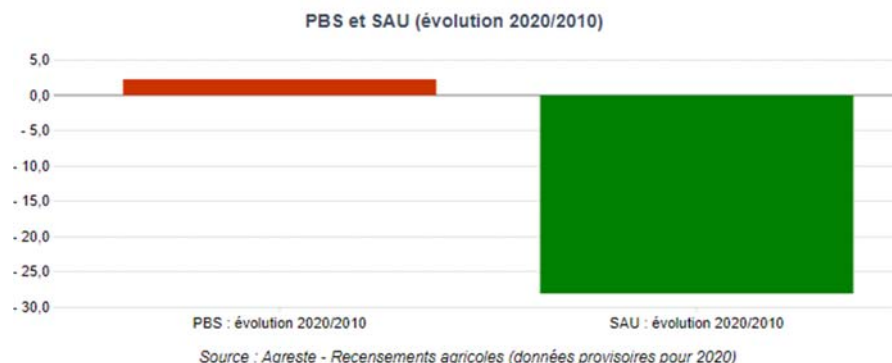
Le nombre d'exploitations a fortement diminué dans les années 2000 liée notamment à la différence de prise en compte du recensement agricole et la disparition des exploitations non professionnelles.

Entre 2010 et 2020, la commune a perdu 3 exploitations agricoles, mais le nombre reste relativement stable avec 16 exploitations au recensement de 2020. Il s'agit quasi-exclusivement d'exploitations individuelles.

L'âge moyen des chefs d'exploitation a augmenté sur la période 2010-2020 passant de 51 à 56 ans.



Par contre, la surface agricole utilisée (SAU) par les exploitations ayant leur siège à Bibost et pouvant cultiver des terres sur les communes voisines, a fortement diminué (-28%).



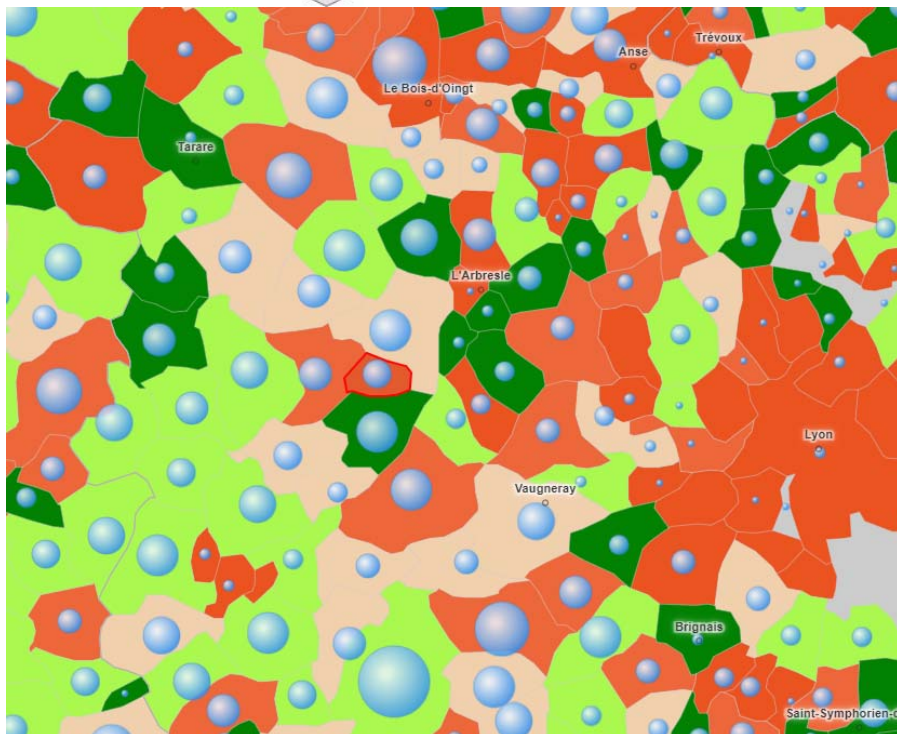
PBS : production brute standard (en milliers d'euros standard)

La SAU moyenne par exploitation s'élève à 17,6 ha en 2020, en baisse de -0,2 ha par rapport à 2010.

A une échelle plus large, Bibost reste une commune agricole mais avec une baisse de surface agricole des exploitations de la commune, comme les communes voisines mis à part la commune de Bessenay qui enregistre une évolution positive de sa SAU.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



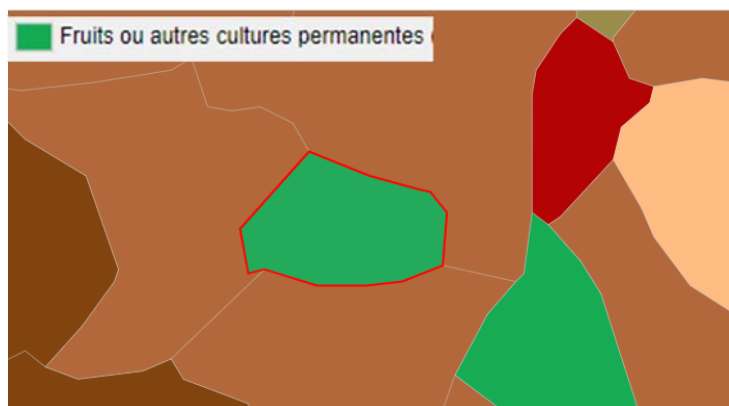
La surface agricole déclarée à la PAC en 2017 sur Bibost représente autour de **303 hectares, soit 58 % du territoire communal**. Cette surface était estimée à 351 hectares en 2000. La différence peut surtout provenir de certains terrains qui sont agricoles et non déclarés à la PAC et donc non pris en compte dans le calcul de 2017.



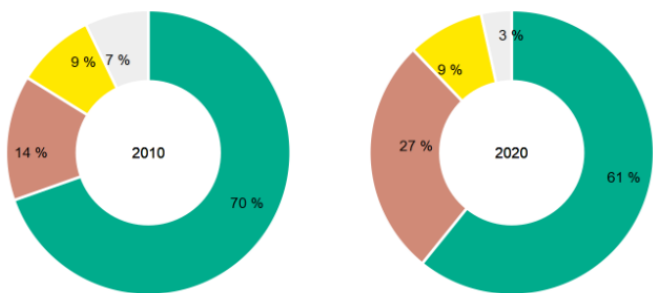
UNE AGRICULTURE TOURNEE VERS L'ARBORICULTURE

Bibost est tournée vers l'arboriculture, la production de fruits et notamment la cerise. La majorité des exploitations est tournée vers les fruits, avec quelques exploitations réalisant de la viticulture, du bovin lait et équidés. Les exploitations réalisent également des céréales et des prairies.

Spécialisation territoriale de la production agricole en 2020 (OTEX en 17 postes)
Bibost



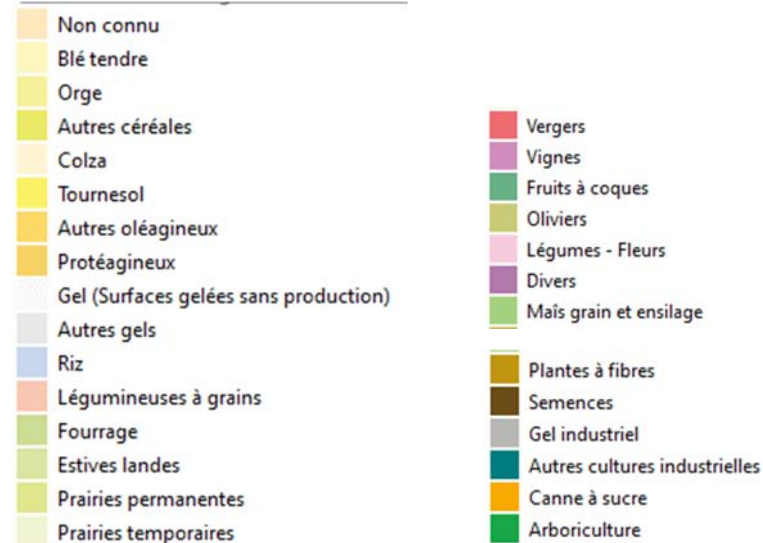
Répartition des cultures principales
BIBOST



■ céréales ■ prairies ■ cultures fruitières ■ autres

prairies : prairies artificielles (dont luzerne), prairies temporaires, prairies permanentes productives et peu productives, bois pâturés (uniquement en 2020).
source : Agreste – recensement agricole 2010 et 2020p

Cette activité nécessite la présence de saisonniers. Les exploitations représentent un total de 89 en main d'œuvre totale, dont 64 saisonniers.



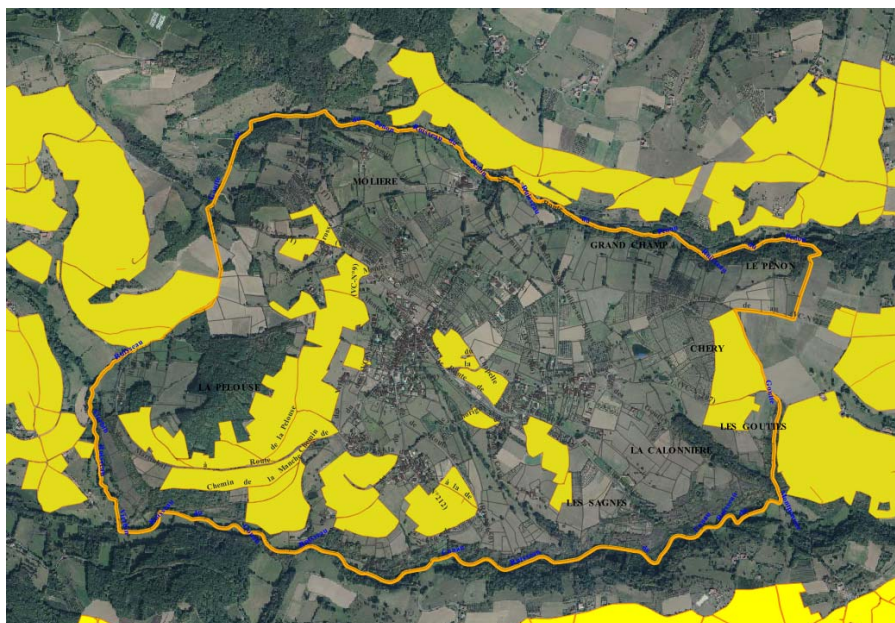


DES PROTECTIONS AGRICOLES

La commune de Bibost est dans le périmètre de 2 AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) et d'un IGP (Indication Géographique Protégée) :

- AOC Coteaux du Lyonnais (Blancs, Ros  s, Rouges)
- AOC Coteaux du Lyonnais Primeurs (Blancs, Ros  s, Rouges)
- IGP Emmental Français Centre Est.

Les aires AOC représentent une superficie de près de 89 hectares sur Bibost.



Périmètre des aires AOC sur Bibost

Par ailleurs, la commune a délibéré pour approuver un PENAP (Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains) sur le territoire de la communauté de communes du Pays de l'Arbresle en date du 2 juillet 2013.



MISE A JOUR DES DONNEES AGRICOLES DE BIBOST

Le tableau réalisé lors de la révision du PLU avec les exploitants agricoles a été mis à jour lors d'une rencontre entre les élus et les exploitants agricoles (compléments en couleur bleue). Il fait état de 9 exploitations professionnelles et 7 doubles-actifs.

Numéro et nom de l'exploitation	Typologie de l'exploitation	Production	Surface totale	Surface sur Bibost	Caractéristiques
1	Professionnelle 47 59 ans	Lait, fruit, moutons et vignes	13,11 ha 15 ha	7,90 ha 10 ha	Règlement sanitaire départemental CAD sur tous les terrains Bâtiments en propriété, pas besoin de nouvelles constructions <i>Proximité de tiers, même s'il n'existe pas de problèmes de voisinage actuellement</i> Terrain à proximité en zonage agricole Absence de précision sur la suite, sur d'éventuelle reprise.
2	Professionnelle 47 59 ans	Lait, viande et fruits	26,43 ha 32 ha	24,39 ha 30 ha	Règlement sanitaire départemental Propriétaire des bâtiments, qui sont isolés, aucun tiers à proximité. Donc pérennité de l'exploitation assurée. Les bâtiments sont en bon état et en capacité suffisante. Projet de construction d'un tunnel sur la parcelle n°B536, un peu à l'écart, mais sur un terrain plat. Reste 3 ans avant la retraite, pas de projet de reprise.
3	Professionnelle 32 44 ans	Vaches laitières, fruits, (cerises et mirabelles), ferme découverte Exploitation en agriculture biologique	41 ha 80 ha	34 ha 70 ha	Règlement sanitaire départemental Présence de deux sites de bâtiments à la Brosse et Curnilly. Propriétaire des bâtiments, qui sont aux normes et en bon état. Présence d'un tiers à proximité à Curnilly. Projet de construction d'une stabulation à Curnilly en 2010 (parcelles A 878, 969) Situation de l'exploitation en zone de risque géologique Installation de la conjointe au 1 ^{er} janvier 2022 Perspective : installation d'un jeune. Projet de construction d'un bâtiment de stockage



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



4	Professionnelle 35 47 ans	Fruits, viticulture, céréales (pas d'animaux)	29,52 ha 30 ha	11,08 ha 12 ha	Présence de parcelles irriguées (2 ha) Propriétaire des bâtiments, en bon état et en capacité suffisante Stabilité pour l'avenir Pas de besoin spécifique
5 GAEC	Professionnelle 2 exploitants de 54 et 27 ans 39 ans	Lait, cerisiers, vignes	70 ha 30 ha	50 ha 18 ha	Règlement sanitaire départemental Propriétaire des bâtiments, stabulation aux normes Projet de construction d'une habitation pour l'exploitant, de bâtiments agricoles pour du stockage de fourrage et matériel et un silo Situation de l'exploitation en zone de risque géologique Plus de GAEC. Plus d'élevage : changement de destination des bâtiments
6	Professionnelle 54 ans	Lait et fruits Elevage de poulets	41 ha	20 ha	Règlement sanitaire départemental Propriétaires des bâtiments en bon état et en capacité suffisante Absence de tiers à proximité Projet de construction d'un tunnel sur la parcelle B205 à la Calonnière Reprise familiale envisagée.
7	Professionnelle 53 ans	Fruit et fourrage (pas d'animaux)	7 ha	7 ha	Absence de bâtiment agricole et pas besoin d'un tel bâtiment. Pas de reprise possible des bâtiments mais des terrains. Pérennité incertaine de cette exploitation à terme. Exploitation arrêtée
8	Professionnelle 52 ans Retraitée 61 ans	Lait et transformation fromagère vaches et chèvres, cerisier	75 ha	34 ha	Présence de contrat territorial d'exploitation Propriétaire des bâtiments, en bon état, en capacité suffisante Règlement sanitaire départemental Projet de construction d'un tunnel Propriétaire de 78 ha loués par un exploitant ayant son siège à Bessenay.
9	Professionnelle 57 ans	Lait et cerisiers Elevage de chevaux et pension équine			Règlement sanitaire départemental Location des bâtiments Bâtiments anciens à rénover pour une reprise, mais terrains à proximité. Pérennité de l'exploitation incertaine. Projet de reprise familiale. Projet de construction de bâtiments nécessitant d'étendre la zone agricole constructible. Exploitation faisant l'objet de la modification n°1 du PLU.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



10	Professionnelle 56 ans Double-actif	Cerisiers (pas d'animaux)	3 ha	3 ha	
11	Professionnelle 55 ans mais reprise possible par son fils arboriculteur	Ovins et vaches allaitantes	24,7 ha	10,85 ha	Règlement sanitaire départemental Superficie irriguée (0,45 ha) Son fils installé à Lachassagne envisage de s'installer sur Bibost en reprenant uniquement les terrains, (sans élevage). Situation de l'exploitation en zone de risque géologique
11 bis	Professionnelle 34 ans Siège sur Lachassagne mais projet de délocaliser sur Bibost	Arboriculture et viticulture	13 ha	8,05 ha	Projet de construire un bâtiment (stockage matériel, habitation et local pour ramasseurs) sur la parcelle A344
11 et 11 bis	Professionnelle 46 ans	Fruits, vignes Gîtes	47 ha	25 ha	Pas de problème. Exploitation agricole entourée de zone agricole constructible.
12	Double actif 39 51 ans	Métailler (principal) Arboriculteur (secondaire) Fruits	3,44 ha	2,97 ha 2,76 ha	Corps de ferme à la Calonnière en propriété, bâtiment suffisant, pas de projet ni de problème
13	Double actif 39 51 ans	Céréales, légumes, fruits et pâturages Pas de production	1,99 ha	1,99 ha	Pas de projet ni de problème, bâtiment suffisant Propriétaire de terrains loués, pâturage et bois
14	Double actif 52 ans Retraité	Fruits et brebis	1,96 ha	1,96 ha	Projet de construction d'un tunnel sur la parcelle A1086 ou 1087, à côté de l'habitation Situation de l'exploitation en zone de risque géologique
15	Double actif 50 ans Retraité	Viticulture	2,72 ha	2,72 ha	Situation de l'exploitation en zone de risque géologique
16	Double actif 58 70 ans	Moutons et cerises			Présence d'un petit bâtiment sans avenir agricole



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



17	Double actif 41 53 ans	Cerisiers	1,42 ha	1,39 ha	Bâtiment agricole de stockage de matériel sur Savigny
18	Double actif 45 57 ans	Cerisier	0,61 ha	0,61 ha	
19	Double actif 59 71 ans, sans succession à ce jour	Cerisier et pâturage	8,91 ha	8,18 ha	Parcelles irriguées (3,29 ha) Habitation dans le Bourg et tunnel à Curnilly
20 SCEA LE VERGER D'ANTAN	Professionnel 52 ans	Fruits	10 ha		Pérennité de l'exploitation avec le fils.
21		Viticulteur en biologique depuis 2015	10 ha	4 ha	Siège sur Millery actuellement avec un bâtiment en location mais projet de transférer le siège sur Bibost au 1 ^{er} janvier 2022. Son objectif est de se développer sur Bibost. Ces vignes sont sous AOC. Son projet vise à vinifier le vin sur Bibost, vin biologique sans additif, et donc à construire un bâtiment d'environ 200 m ² sur deux niveaux : sur la partie haute le cuverage et la vinification et stockage et sur la partie basse la cave d'affinage, le stockage des bouteilles et l'expédition. Le bâtiment sera bioclimatique en pierres de carrière de couleur ocre. Il envisage également la construction d'un hangar à matériel ou son intégration au sein d'un même bâtiment. La contrainte topographique peut conduire à réaliser plutôt 2 bâtiments pour des questions d'intégration paysagère. Ces bâtiments ne peuvent se réaliser en continuité de l'habitation existante pour des questions de topographie, de fonctionnalité. Le projet de construction va se réaliser en préservant les vignes anciennes existantes. Des cerisiers sont également présents mais en mauvais état.

Cette rencontre a permis de mettre en avant les projets des exploitants agricoles, afin d'intégrer cette modification du PLU dans un esprit global de développement de l'activité agricole sur la commune. Il s'avère que l'exploitation agricole n°9 a des besoins en terme de construction qui ne peuvent être satisfaits au sein de la zone agricole constructible. Les autres exploitations disposent d'une zone agricole constructible suffisante pour permettre leur projet de développement. Quant à l'exploitation n°21, le zonage du PLU est actuellement en zones Nh et N sur ce secteur. Il conviendrait ainsi de créer une zone agricole spécifique pour ce projet mais cette modification nécessite la mise en place d'une procédure de révision allégée du fait du changement de zonage. Ce projet sera ainsi étudié ultérieurement dans le cadre d'une autre procédure.



OBJECTIF DE LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

CONCEPT DU ZONAGE AGRICOLE DANS LE PLU

Le PLU approuvé en 2013 avait pris le parti de préserver au maximum les terres agricoles, comme indiqué dans le PADD.

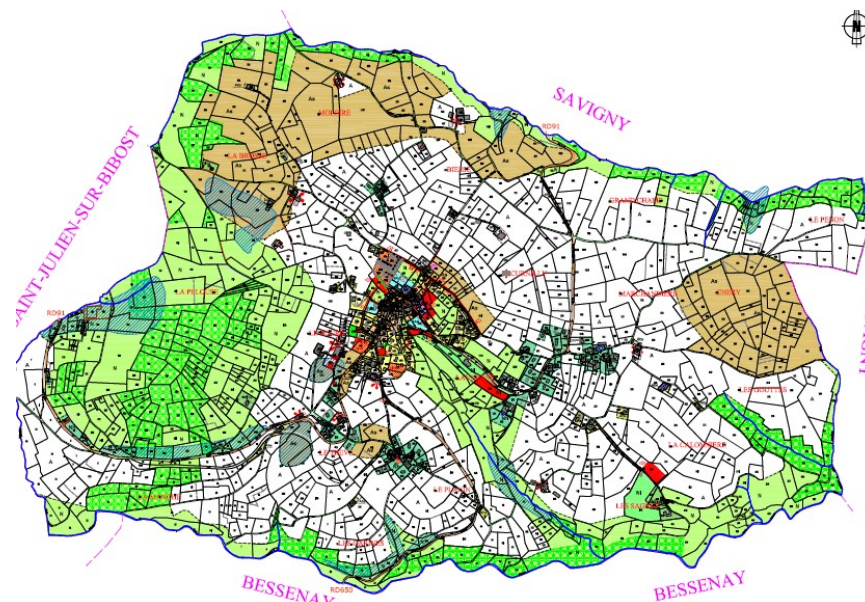
↳ Préserver l'agriculture, activité ressource du territoire

Bibost, dispose d'une agriculture diversifiée et dynamique, qui joue un rôle tant en terme économique qu'au niveau de la qualité des paysages, structuré par la succession de vergers, vignes et prairies. Il convient donc de préserver cette activité phare de la commune par les actions suivantes :

- Assurer une extension modérée de l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie du Bourg et des hameaux, ce qui va dans le sens d'une préservation de l'activité agricole.
- Limiter l'urbanisation à proximité des exploitations agricoles dans le bourg : plusieurs exploitations sont localisées proche du bourg, le développement urbain les prend en compte et n'aggrave pas la situation existante en ne développant pas de zones constructibles à leur proximité.
- Permettre aux exploitations agricoles présentes de pouvoir se développer ou d'en accueillir de nouvelles
- Préserver les espaces agricoles de bonne qualité : la commune fait l'objet d'un classement en zones d'appellation d'origine contrôlée (AOC) des Coteaux du Lyonnais et des Coteaux du Lyonnais Primeurs. Les secteurs plus particulièrement à préserver sont les espaces de vergers présents au Nord-Est du territoire, ainsi que les secteurs irrigués.
- Permettre la création de nouveaux bâtiments agricoles dans le respect des prescriptions du ScoT en matière d'implantation et d'aspect des constructions agricoles et en cohérence avec la charte agricole du département du Rhône.

Ainsi, les zones A sont définies de façon suffisante permettant le développement des exploitations en place, permettant de concrétiser les projets qui ont été communiqués. Toutefois, cette zone agricole doit également être délimitée en prenant en compte les autres enjeux du territoire, en terme protection environnementale, de surfaces agricoles cultivées à protéger... Les espaces les plus sensibles d'un point de vue environnemental ont été classés en zone naturelle pour assurer leur protection, comme indiqué dans le PADD.

Tous les sièges d'exploitation et bâtiments agricoles en activité ont été maintenus en zone agricole dans le PLU. Ils sont repérés sur le plan de zonage par une étoile rouge, à titre indicatif, et font référence au diagnostic réalisé.



Zonage du PLU : en blanc toute la zone agricole A, en marron les zones As

Des zones agricoles strictes de protection ont été définies pour préserver certaines terres agricoles. Elles ont été délimitées en fonction de plusieurs éléments et pour plusieurs vocations :

- **Zone agricole stricte au Nord-Ouest du territoire, secteurs de Molière et la Brosse du fait de la présence d'une ZNIEFF de type 1.** Il s'agit de terres agricoles exploitées qu'il convient de protéger pour des enjeux environnementaux en interdisant les nouvelles constructions. La délimitation a toutefois été adaptée pour permettre aux exploitations agricoles en place de pouvoir s'étendre et se développer.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Il s'agit précisément de cette zone As qui mérite d'être revue et adaptée aux nouveaux besoins et projets de l'exploitation agricole, qui a été reprise depuis 2013 et orientée autour d'un centre équestre, nécessitant la construction de manège, hangar de stockage fourrage et matériel, abris à chevaux. Il convient ainsi d'étendre cette zone uniquement en lien avec les besoins de l'exploitation agricole existante, tout en tenant compte des enjeux environnementaux.

- Zone agricole protégée à l'Est du territoire, secteur du Chery, du fait de la présence de terres agricoles ayant fait l'objet de travaux d'irrigation importants et constituées de vergers à protéger.
- Zone agricole protégée au Nord-Est du Bourg pour des raisons paysagères afin de préserver les vues lointaines depuis le chemin de la Chapelle. La délimitation tient compte de la topographie et permet de protéger la bande la plus haute offrant des vues lointaines.
- Zone agricole protégée au Sud du Bourg, marquant les coupures d'urbanisation entre le bourg et les hameaux, comme stipulé dans le PADD. Ainsi, une zone permet de conserver cette coupure d'urbanisation entre le Bourg et le hameau du Trève en limitant l'implantation de nouvelles constructions, de toute façon compromise par la présence d'habitations à proximité. L'exploitation agricole présente à cet endroit dispose de possibilité limitée d'extension, mais elle en a déjà réalisé récemment, ce qui devrait être suffisant. Cette zone agricole stricte prend également en compte la zone de risque de glissement de terrain, en référence à l'étude réalisée. La deuxième est présente entre les hameaux du Trèves et du Planin pour également préserver l'identité de chaque secteur bâti.
- Zone agricole protégée pour des raisons de risque de glissement de terrain, à l'Ouest du hameau du Trève, en cohérence avec l'étude de glissement de terrain réalisée.

Le règlement de ces zones As est très restrictif pour ne pas autoriser de construction, mais uniquement des installations et ouvrages nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif et les affouillements et exhaussements de

sol et à la condition de ne pas compromettre le développement d'une exploitation agricole.

PROJET AGRICOLE AUX MOLLIÈRES

L'exploitation n°9, exploitation équestre, et située sur le secteur des Mollières. A l'époque du PLU, il s'agissait d'une exploitation tournée vers le bovin lait et la culture de cerisiers. L'exploitant alors âgé de 57 ans ne disposait pas de reprise. Les bâtiments étaient anciens et à rénover pour une reprise, mais des terrains étaient présents à proximité. La pérennité de l'exploitation était alors incertaine. Il était plutôt envisagé à l'époque que ce site allait être transformé en habitat. Aussi, le PLU avait pris en compte cette exploitation en définissant une zone agricole constructible autour des bâtiments, mais de façon aléatoire étant donné qu'aucun projet n'était présent et même la poursuite de l'exploitation n'était pas sûre.





Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



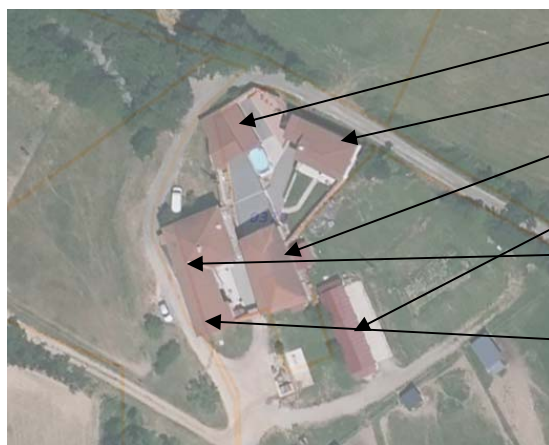
Depuis, l'exploitation a été reprise avec un projet équestre en 2017. Une étude prévisionnelle avec approche économique et financière avait été réalisée avec l'aide de la Chambre d'Agriculture. Le projet vise ainsi :

- Positionnement sur des prestations haut de gamme avec un entraînement du cheval pour de l'équitation américaine.
- Pension travail au pré
- Pension travail en box
- Prestations supplémentaires avec entraînement des chevaux
- Gîte équestre pour 6 personnes.

Ces activités se sont réalisées. Il est même prévu l'installation de son fils (en étude dans ce domaine).

Le corps de ferme a été acquis ainsi que 20 ha de terrains attenants, dont 13 ha mécanisables et 7 ha de forêts et taillis. Il est nécessaire d'aménager des paddocks d'écurie pour la pension au pré des chevaux.

Il était nécessaire de réhabiliter les bâtiments, ce qui a été fait. Une partie est utilisée pour l'habitation, une grange pour le stockage du fourrage, une partie pour la création du gîte.



- Gîte
- Hangar pour chevaux
- Ancienne grange pour stockage
- Box à chevaux
- Habitation
- Projet d'aménagement pour bureau, salle de réception



Il est ainsi nécessaire de construire de nouveaux bâtiments avec le manège, des hangars pour le stockage du fourrage et pour le stockage du matériel, ainsi que des abris à chevaux.

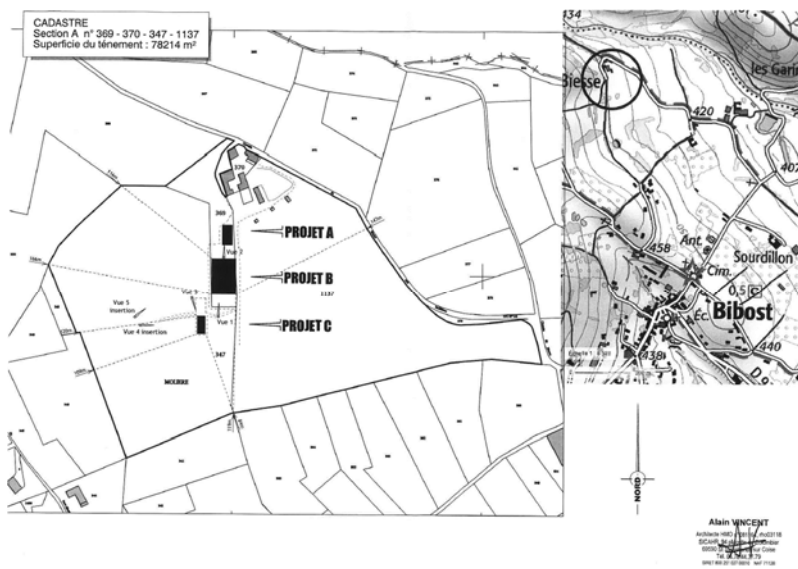
Dans ce cadre, un permis de construire a été déposé le 27 décembre 2017 pour la construction d'une écurie pour 6 chevaux avec stockage de fourrage, d'un manège pour l'activité d'élevage équin et d'un tunnel de stockage du fourrage. Or, ces projets ne sont pas envisagés au sein de la zone agricole constructible du fait de la configuration des projets, de l'organisation et du fonctionnement, de la topographie et de la surface des projets. **Aussi, un permis de construire précaire a été accordé, conditionné à la modification du zonage du PLU dans un délai de 3 ans. La commune a ainsi délibéré le 10 novembre 2020. Toutefois, la crise sanitaire a repoussé ce projet de modification du PLU. Aujourd'hui, il convient de modifier le zonage agricole sur ce secteur pour se caler au permis de construire et lui permettre de se développer, au vu de l'installation d'un jeune sur l'exploitation.**



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Zone agricole constructible au PLU actuel entourée d'une zone agricole non constructible



Par rapport au permis de construire actuel :

- Le manège (projet B) a été réalisé, avec couverture en fibrociment gris anthracite et bardage bois, d'une superficie d'environ 910 m².



- Le bâtiment de stockage du fourrage, tunnel (projet C) a été réalisé dans l'alignement du manège couvert, et donc en décalé par rapport au permis de construire. Il est constitué d'une bâche de couleur grise et représente une superficie d'environ 140 m².



- Le bâtiment de stockage (projet A) n'est pas construit et est toujours d'actualité, sur une plate-forme existante, pour une superficie d'environ



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



200 m². Projet d'abri de chevaux sur litière avec une partie stockage de fourrage.

Un permis de construire rectificatif sera déposé.



En terme de projet, il est envisagé de construire :

- Un hangar de stockage de matériel dans le prolongement du tunnel existant de stockage du fourrage, le long du chemin créé, permettant de rester sur la même ligne topographique limitant les terrassements et donc les impacts paysagers. La préservation du bois au Sud sera affirmée pour prendre en compte l'intégration de ces bâtiments et les masquer depuis les vues Sud.
- Un bloc sanitaires à proximité du bâti ancien aménagé : habitation, gîte, bureau-salle de réception. Les bâtiments anciens abritent également des hangars pour chevaux et matériel mais non suffisants. Des box à chevaux sont présents à proximité.

Une plate-forme de stationnement existe et reste inchangée.



La modification du PLU vise ainsi à permettre le développement de cette exploitation agricole tournée vers le milieu équestre, ayant des retombées au niveau économique pour la commune avec la venue de nombreuses personnes extérieures à Bibost et sur des séjours, des formations, avec des nuitées sur la commune. La zone constructible définie au PLU était uniquement resserrée autour du bâti ancien, sur un secteur peu facile à construire. Il convient ainsi d'étendre cette zone, tout en maintenant un espace de construction regroupée pour faciliter la construction de bâtiments d'une surface conséquente et régulariser la situation actuelle et le permis de construire précaire accordé. Les boisements présents à proximité sont conservés pour maintenir la biodiversité du site et intégrer les constructions dans le paysage en vue éloignée.



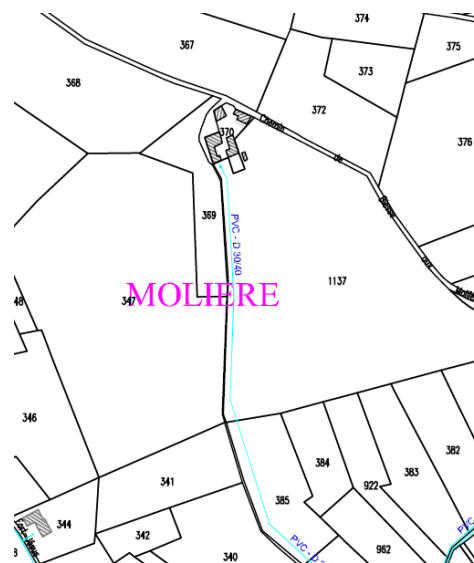
MODIFICATION APPORTÉE AU PLU

La modification n°2 du PLU porte ainsi sur l'extension de la zone agricole constructible sur le secteur des Mollières.

LA MODIFICATION DU ZONAGE

Le zonage du PLU est modifié étendre la zone agricole constructible A sur le secteur des Mollières au détriment de la zone agricole inconstructible As, sur une surface de 1,31 ha, en tenant compte de la topographie et de la configuration des lieux.

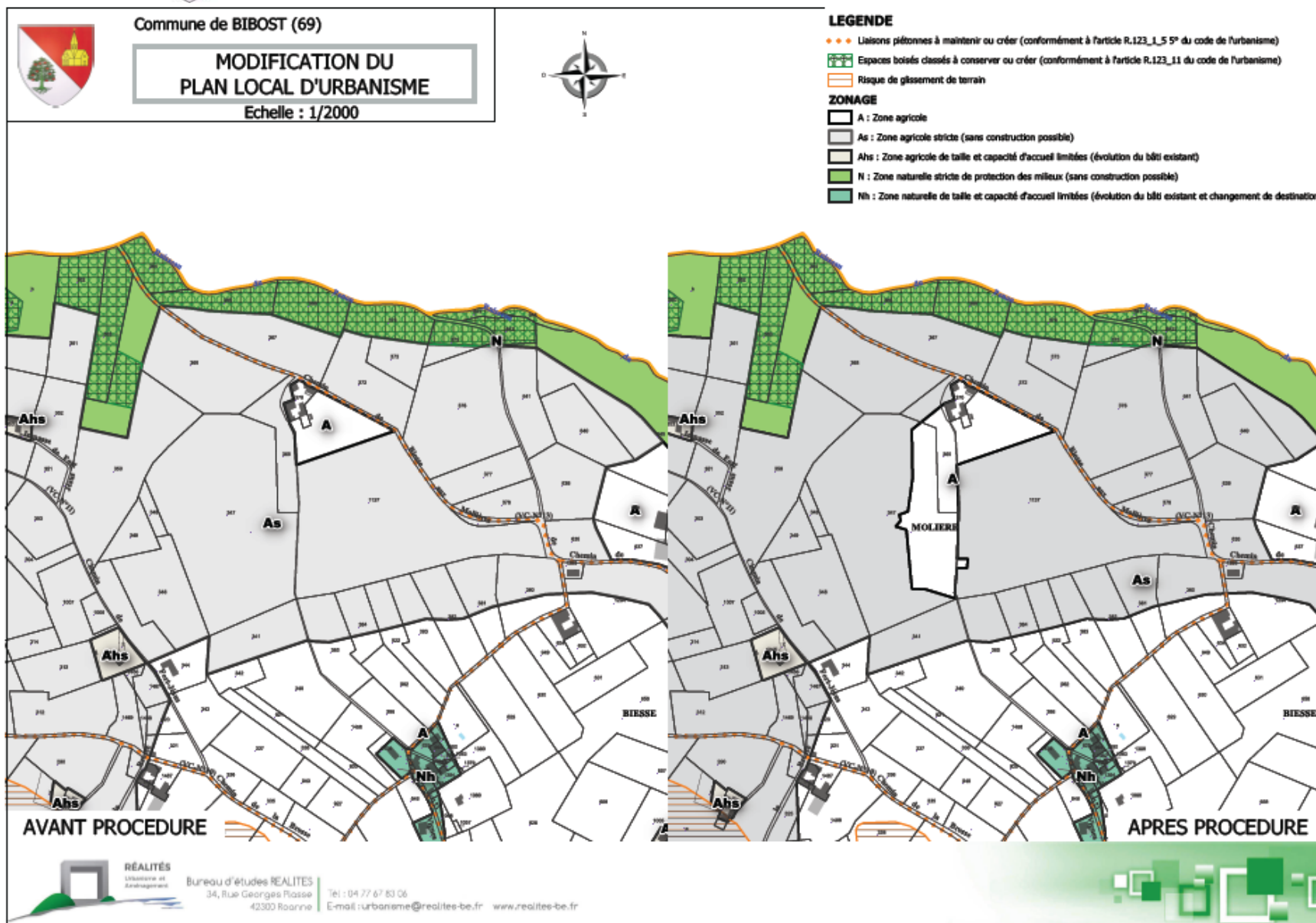
Le site est desservi en eau potable et électricité. L'assainissement reste non collectif. Un chemin privé permet de desservir l'ensemble des constructions envisagées.



Desserte en eau potable du secteur



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU





LA MODIFICATION DES SUPERFICIES

Le zonage du PLU est modifié étendre la zone agricole constructible A sur le secteur des Mollières au détriment de la zone agricole inconstructible As, sur une surface de 1,31 ha. Les superficies du PLU sont ainsi modifiées comme suit, avec uniquement une évolution des surfaces au sein des zones agricoles :

Zonage du PLU	Superficie du PLU	Modification n��2 du PLU	Evolutions des superficies
UA : centre bourg, mixité des fonctions	2,73	2,73	0
UB : périphérie du Bourg, davantage orienté vers l'habitat	7,81	7,81	
UP : zone d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif (��cole)	0,63	0,63	0
TOTAL DES ZONES URBAINES	11,17	11,17	0
2AU : Zone à urbaniser à moyen-long terme nécessitant une modification du PLU <ul style="list-style-type: none">- 2AU au Nord du Bourg- 2AU au Sud du Bourg- 2AU �� l'Ouest du Bourg	0,98 0,40 0,37 0,21	0,98 0,40 0,37 0,21	0
TOTAL DES ZONES A URBANISER	0,98	0,98	0
A : zone agricole constructible	244,26	245,57	+ 1,31
As : zone agricole stricte, de protection de l'espace agricole	77,27	75,96	- 1,31
Ahs : zone agricole de taille et de capacité d'accueil limitées (comportant un bâti existant et sans changement de destination possible)	2,36	2,36	0
TOTAL DES ZONES AGRICOLES	323,89	323,89	0



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



N : zone naturelle stricte de protection des espaces et milieux naturels, des boisements, ainsi que des espaces de développement urbain possible sur le long terme <ul style="list-style-type: none"> - Zone de protection des milieux et des boisements - Coupure verte entre le Bourg et la Calonnière - Zone possible de développement du Nord du Bourg - Zone possible de développement à l'Ouest du Bourg - Zone possible de développement à l'Est du Bourg 	170,88 165,96 2,39 0,49 0,64 1,40	170,88 165,96 2,39 0,49 0,64 1,40	0
Nh : zone de taille et de capacité d'accueil limitées (comportant un bâti existant et avec possibilité de changement de destination) <ul style="list-style-type: none"> - Hameau de la Calonnière (hameau ancien) - Hameau de la Calonnière (extension) - Hameau du Planin - Hameau du Tr��ve - Hameau de Biesse - Habitat isolé 	10,73 1,63 2,77 2,28 1,61 0,61 1,83	10,73 1,63 2,77 2,28 1,61 0,61 1,83	0
Nhs : zone de taille et de capacité d'accueil limitées (comportant un bâti existant et sans possibilité de changement de destination)	1,27	1,27	0
NI : zone sportive et de loisirs <ul style="list-style-type: none"> - Site des Sagnes - Site de Lavar��ne 	4,08 1,89 2,19	4,08 1,89 2,19	0
TOTAL DES ZONES NATURELLES	186,96	186,96	0
SUPERFICIE TOTALE DE BIBOST	523	523	

Actualisation des surfaces présentes dans le rapport de présentation du PLU approuvé en 2013, sans nouveau calcul.



PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

PRESENTATION DU SITE

Le secteur faisant l'objet d'une procédure de modification concerne un centre équestre. Il se situe au Nord de la commune, proche de la limite communale, au lieu-dit les Mollières.





LES RESSOURCES

La protection de l'eau

La commune est située dans le bassin versant du Rhône.

○ **Le Schéma Directeur D'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône – Méditerranée**

Bibost est situé intégralement dans le périmètre du SDAGE Rhône – Méditerranée. Ce dernier, qui porte sur la période 2022-2027 a été adopté par le comité du bassin le 18 mars 2022 et approuvé par le préfet coordinateur de bassin le 21 mars 2022. Il reprend le SDAGE 2016-2021 et met à jour le programme et les mesures associées.

Il s'organise en 16 grandes orientations fondamentales :

- S'adapter aux effets du changements climatiques
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une politique intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
- Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
- Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
- Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
- Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques

- Préserver, restaurer et gérer les zones humides
- Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

○ **Le contrat de Rivière Brèvenne-Turdine**

Le Syndicat de Rivière Brèvenne-Turdine (SYRIBT) a été créé le 1^{er} janvier 2006. Il pilote le contrat de rivière Brèvenne-Turdine pour la période 2020-2023. Il fait suite à deux contrats de rivière (1996-2022, 2009-2015) et un contrat pluri-thématiques (2017-2019).

Son périmètre d'intervention répond à une logique géographique. Il concerne l'ensemble du bassin versant Brèvenne-Turdine et couvre 46 communes du bassin versant par l'intermédiaire de différents acteurs du territoire.

24 nouvelles actions ont été inscrites dans ce contrat et réparties comme suit :

- Réduction des pollutions d'origine domestique – assainissement
- Réduction des pollutions toxiques d'origine non domestique – opération collective
- Restauration physique et rétablissement de la continuité écologique
- Gestion quantitative de la ressource en eau
- Et Animation, Communication et Gouvernance.

Les actions répondent au programme de mesure du SDAGE 2016-2021 du Bassin Rhône-Méditerranée.

○ **Hydrologie**

La commune de Bibost est comprise, dans ses limites communales entre le Conan au Sud et le Penon au Nord. Tous deux se jettent dans la Brèvenne. Cette dernière se jette dans l'Azergues au niveau de Lozanne puis dans la Saône et le Rhône.

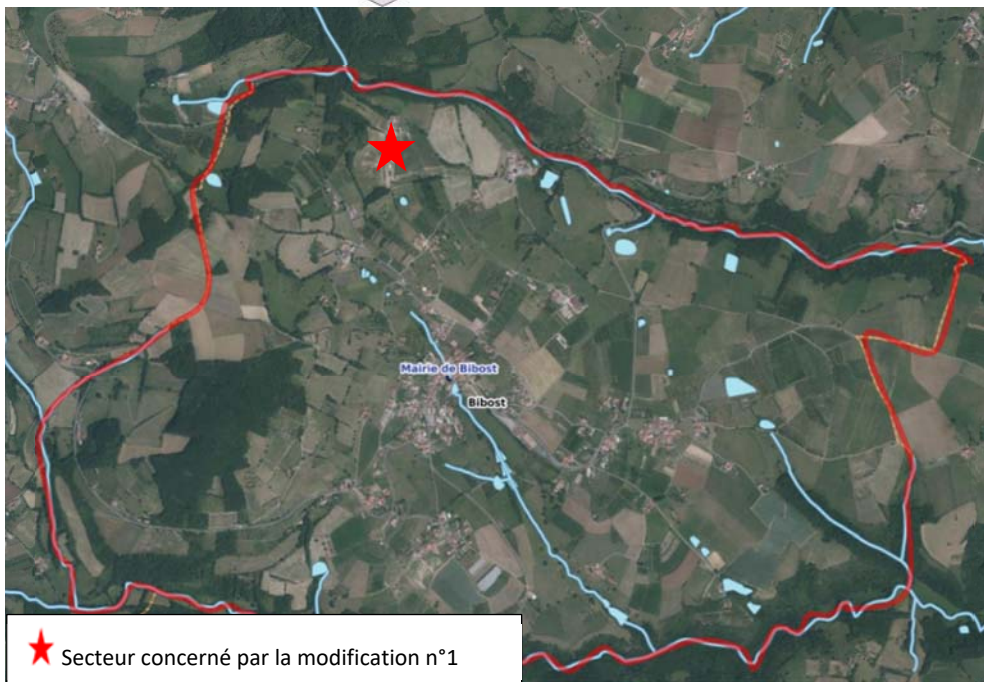
Les étendues d'eau de la commune sont particulièrement nombreuses. Les étangs s'échelonnent le long des Talwegs qui s'écoulent en direction du Conan.

La commune ne présente pas de nappe phréatique notable. La faille au travers de cette formation (roche) accentue la perméabilité du sol en profondeur.

Le secteur concerné par la modification est situé au nord du bourg et assez éloigné des cours d'eau, à un peu plus de 300 m du Penon. Il n'impacte pas la gestion de l'eau.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



○ Plan Climat Air Energie Territorial de l'Ouest Lyonnais

Le Syndicat Mixte de l'Ouest Lyonnais s'est doté d'un Plan Climat Air Energie Territorial en 2021. Il reprend la démarche « Territoire à Energie Positive » déjà lancé sur le territoire sur le volet énergie.

Le PCAET s'articule autour de 9 thématiques :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Renforcement du stockage Carbone
- Maîtrise de la consommation énergétique finale
- Productions et consommations d'énergies renouvelables et de récupération
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération des réseaux de chaleur
- Produits biosourcés autres qu'alimentaires
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques
- Adaptation au changement climatique

La modification n'engendre aucun impact sur les ressources.

Les ressources liées à l'air et à l'énergie

○ Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Rhône-Alpes

Le SRCAE Rhône-Alpes a été approuvé le 17 avril 2014 par le conseil régional et par arrêté du préfet de la région Rhône-Alpes n°02014114-0007 signé le 24 avril 2014. Ce document stratégique définit des orientations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation aux effets des changements climatiques.



LA BIODIVERSITE

Les zonages naturels réglementés, d'inventaire et de gestion

La commune Bibost accueille plusieurs milieux naturels reconnus par un périmètre réglementé :

- Deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I :
 - o **ZNIEFF de type I du Ruisseau de Conan :**

Il s'agit du bassin du Conan, de sa source à son confluent avec la Brèvenne. Le Conan est un petit ruisseau qui s'écoule d'Est en Ouest sur une dizaine de kilomètres.

Il est très peu aménagé et conserve ainsi une grande qualité paysagère. Il offre à la faune de nombreux habitats. Les eaux peu polluées et bien oxygénées abritent l'écrevisse à patte blanche et le barbeau méridional, un poisson rare, découverte en 1994. On y trouve également le Martin-pêcheur d'Europe, le Cincle plongeur, la Salamandre tachetée et la Grenouille agile, ce qui prouve la bonne qualité des milieux.

Cette ZNIEFF est située sur la partie Sud du territoire communal et ne concerne ainsi pas le secteur du projet de la modification.

- o **ZNIEFF de type I du Bassin Versant et Vallée du Trésoncle, crêt d'Arjoux :**

Cette zone s'étend de Montrottier à Bessenay. Elle représente 1 717,72 hectares sur les communes de Montrottier, Ancy, Saint Forgeux, Sain Bel, Saint Julien-sur-Bibost, Savigny et Bibost. L'altitude varie entre 244 et 857 mètres.

Le secteur englobe principalement le Crêt d'Arjoux et des collines d'altitudes similaires (800-850m) qui encerclent du nord-ouest au sud-ouest tout le bassin versant du Trésoncle et de ses affluents.

La partie agricole est constituée d'un damier de prairies, pâturées ou fourragères, sèches ou humides, séparées par une multitude de haies et de murets anciens, ponctuées de nombreuses mares. Les cultures céréalières sont rares et isolées.

Le bois d'Arjoux comme l'ensemble du bassin versant du Trésoncle est un mélange de magnifiques hêtres, chênes, frênes, charmes et sapins. Le Trésoncle et ses affluents abritent l'écrevisse à pattes blanches, indicatrice d'une eau bien oxygénée et peu polluée. Ils abritent également le crapaud sonneur à ventre

jaune. La source du Trésoncle, formée de deux grandes mares permanentes et le milieu qui abrite la reproduction printanière des crapauds communs.

La faible occupation agricole permet une richesse d'insectes et de micro-mammifères qui servent d'approvisionnement à de nombreux oiseaux : rapaces et passeraux.

Les critères d'intérêts de cette zone ZNIEFF sont :

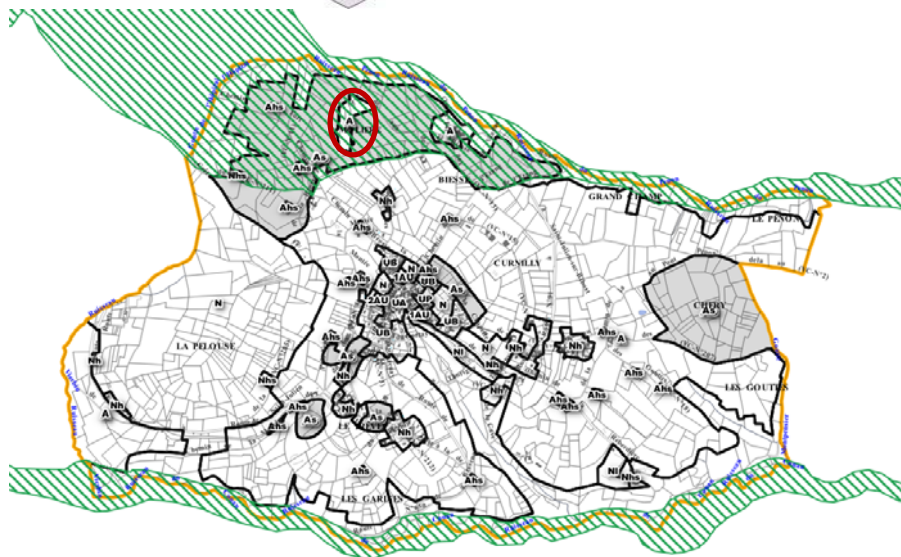
- Critères patrimoniaux
- Ecologique
- Fauistique
- Amphibiens
- Oiseaux
- Mammifères
- Crustacés
- Autre faune
- Floristique
- Phanérogames

L'enjeu de ce site est ainsi la préservation des boisements présents, le maintien d'un milieu agricole ouvert et la préservation des milieux humides.

Le projet de modification n°1 du PLU au Mollière est situé au sein de cet espace de la ZNIEFF de type I.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



- Une Zone Naturelles d'Intérêt Ecologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II :

- o ***ZNIEFF de type II du Bassin versant du Conan :***

Cette zone délimite le haut bassin versant du Conan. Ce zonage permet de souligner le bon état de conservation du bassin qui abrite des espèces piscicoles parmi lesquelles le Barbeau méridional. Il joue un rôle de zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces de chiroptères, de batraciens (crapaud accoucheur) et d'oiseaux (Cedicnème criard).

En conclusion, le secteur concerné par la présente modification se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1 du Bassin versant et vallée de la Trésoncle, crêt d'Arjoux.

La modification porte uniquement sur la prise en compte de bâtiments déjà existants et de leur extension dans une moindre mesure, nécessaire au développement de l'activité équine et des alentours immédiats. En effet, ces enjeux environnementaux sont préservés au vu d'une agriculture présente raisonnée et entretenant les espaces.

Le zonage agricole étendu permet de regrouper les constructions dans un seul et même secteur, à 35 mètres du siège de l'exploitation et en tenant compte de la topographie présente.



Le zonage préserve les boisements existants à proximité.



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Boisements préservés au Sud et à l'Ouest



Boisements préservés à l'Ouest, terrain agricole ouvert, cultivé en pâtures et non humide

Enfin, la surface du projet représentant une extension de la zone agricole constructible de 1,31 ha est très faible par rapport à la superficie de la ZNIEFF de 1 717,72 ha, soit 0,07 % du périmètre de la ZNIEFF.

Cette modification ne remet pas en cause les critères d'intérêt de la ZNIEFF et n'engendre pas d'impact supplémentaire sur la ZNIEFF.

Les orientations du SCOT de l'Ouest Lyonnais prévoit la protection des espaces noyaux, comprenant les ZNIEFF de type I :

Les espaces noyaux

Le SCOT impose de protéger les espaces naturels remarquables identifiés (dénommés zones noyaux) : Arrêtés Préfectoraux de Protection des Biotores, sites classés, zones humides, ZNIEFF de type I. Aucune construction nouvelle ne peut y être autorisée. Les documents d'urbanisme locaux adopteront un zonage A ou N stricts (inconstructibles).



Toutefois, il convient de concilier cet enjeu environnemental avec la nécessaire pérennité des exploitations agricoles. Les orientations du SCOT incitent à favoriser la vie économique et le développement des exploitations ainsi que les nouvelles installations en définissant des zones agricoles constructibles :

Une zone agricole constructible, sous condition, exclusivement pour les bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles

Sont considérés comme nécessaires à l'exploitation agricole :

- les bâtiments techniques nécessaires à l'activité
- les constructions et installations à caractère fonctionnel nécessaires à l'exploitation agricole



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



- les constructions, installations, aménagement et équipements liés à des activités de diversification : activités d'accueil touristique, local de vente directe. Ces activités doivent être dans le prolongement de l'acte de production ou avoir pour support l'exploitation agricole et en demeurer l'accessoire.
- Les nouveaux bâtiments nécessaires à l'activité agricole devront être implantés à proximité immédiate du siège d'exploitation, en continuité ou contiguïté du bâti existant de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation.
Pour les bâtiments d'habitation liés à l'exploitation agricole en activité et nécessitant une présence permanente (logement de fonction), cette dernière doit être avérée et justifiée en fonction du type de production. Ces bâtiments devront être accolés aux bâtiments existants ou à créer. En cas de contraintes dument justifiées, l'habitation pourra être séparée des autres bâtiments techniques sans que cette distance ne soit trop importante.

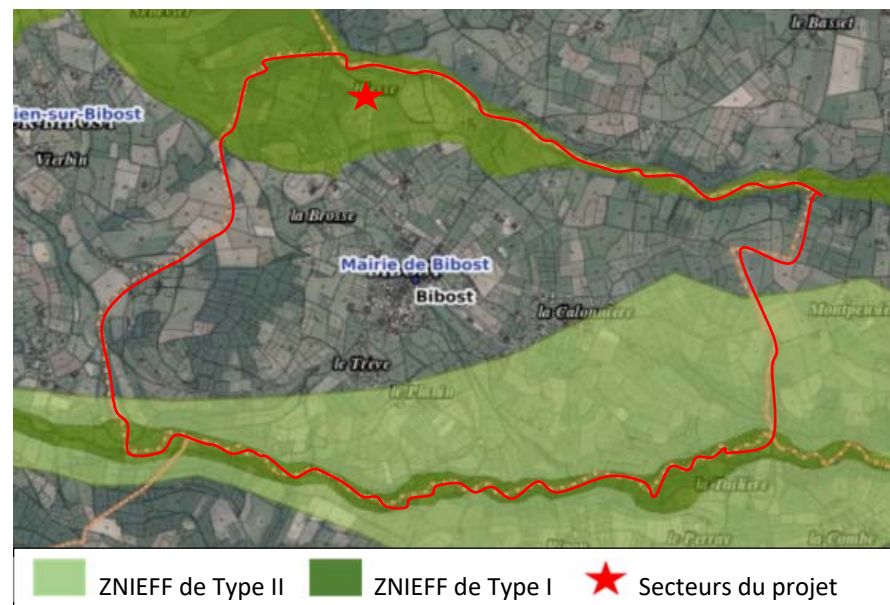
Une zone agricole stricte, totalement inconstructible

Pour la délimitation de cette dernière les documents d'urbanisme locaux pourront s'appuyer sur les critères suivants (non exhaustifs) :

- Potentiel agronomique et économique fort
- Participation à la qualité paysagère du territoire (cf. charte paysagère)
- Constitution d'espaces de respiration et de coupures entre secteurs urbanisés
- Secteurs stratégiques à proximité du front urbain
- Proximité de points d'échanges des projets d'infrastructure (A89-A45)
- Constitution d'espaces de transition entre les villages et la zone agricole constructible afin d'éviter les conflits habitat/agriculture
- Risques géologiques, risques d'inondation
- Trame verte et bleue, zones humides identifiées (à classer Aco)

Le projet de modification du PLU assure bien un équilibre entre à la fois préserver les espaces ressources et assurer la pérennité d'une exploitation agricole existante en lui permettant de se développer en continuité et de façon concentrée autour des bâtiments existants.

Le SOL est favorable à cette interprétation qui a déjà été mise en place sur d'autres communes, pour permettre uniquement le développement raisonné d'exploitation agricole existante. Il s'agit d'une application compatible avec les orientations du SCOT.



Aucun site Natura 2000 n'est présent sur Bibost. La commune se situe à plus de 20 km au nord, de la zone Natura 2000 la plus proche : « La Plaine du Forez ».

La commune se situe en limite, sur la limite Sud avec l'espace naturel sensible « Mont Pothu et crêt Montmain ».



Espace Naturel Sensible



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



- Les zones humides

Le département du Rhône a mené une étude recensant les zones humides de plus de 1 ha.

Deux zones humides sont repérées sur la commune Bibost. Elles se situent au nord et au sud du bourg :

- La prairie humide des Mollières
- Le ruisseau de Thorigny

Le secteur concerné par la modification est éloigné de ces zones humides et n'a pas d'impact sur elles.

Par ailleurs, ces deux secteurs ne font pas l'objet de zone humide au vu de leur caractéristique, topographie, occupation.

La Trame Verte et Bleue (TVB)

- **La Trame Verte et Bleue à l'échelon régional (Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité entre les Territoires)**

Le SRADDET a été approuvé par le Conseil Régional en décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 avril 2020.

Ce document a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.

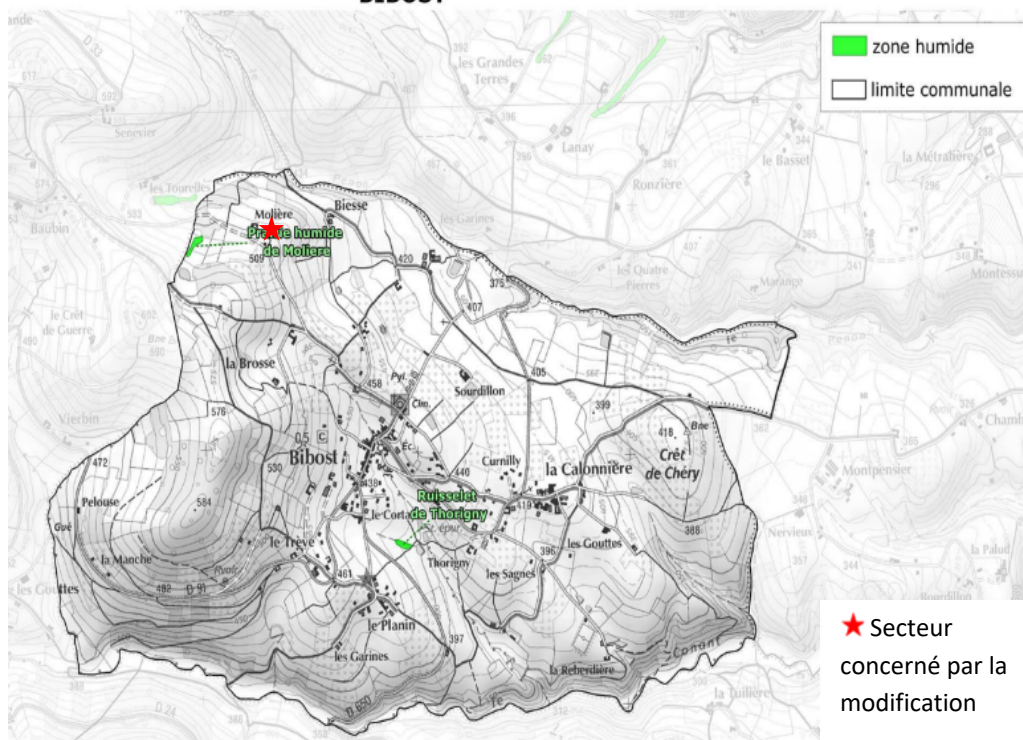
Les orientations suivantes s'appliquent à la commune Bibost, en matière de biodiversité :

- Un réservoir de biodiversité à préserver, correspondant au périmètre de la ZNIEFF de type I : bassin Versant et Vallée du Trésoucle, crêt d'Arjoux.
- Une trame bleue importante aux limites communales nord et sud suivant les cours du Penon (au nord) et du Conan (au sud), contribuant fortement à la biodiversité présente sur la commune.
- Des espaces perméables sur l'ensemble du territoire communal, entre le Penon et le Conan.

Le tènement concerné par la présente procédure est intégré dans l'espace perméable lié au milieu aquatique. Le site est aménagé et se situe au sein d'une exploitation agricole.

Vu précédemment.

INVENTAIRE DÉPARTEMENTAL DES ZONES HUMIDES DU RHÔNE BIBOST





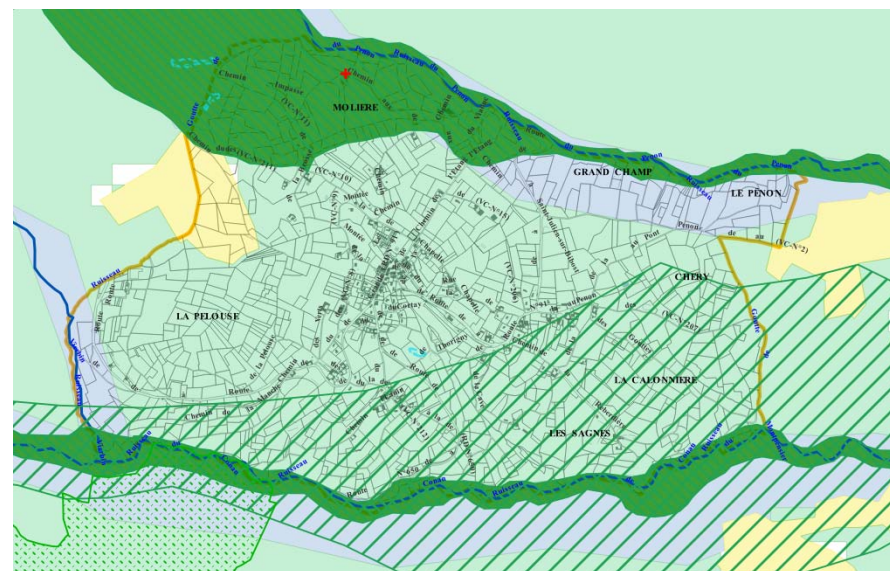
Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



Cartographie du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes

Trame verte	Espaces perméables relais	Infrastructures	Obstacles	Autres informations
<ul style="list-style-type: none"> Réservoirs de biodiversité Corridors linéaires Corridors surfaciques 	<ul style="list-style-type: none"> Zones humides (inventaires départementaux) Espaces perméables liés aux milieux terrestres Espaces perméables liés aux milieux aquatiques 	<ul style="list-style-type: none"> Zones artificialisées Lignes électriques de très haute tension Lignes électriques de haute tension Autoroutes 	<ul style="list-style-type: none"> Nationales Départementales Voies ferrées Obstacles linéaires de la trame verte Obstacles ponctuels de la trame verte 	<ul style="list-style-type: none"> Obstacles ponctuels de la trame bleue (ROE) Limites des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes Grands espaces agricoles

★ Secteur concerné par la modification



- Espaces Naturels Sensibles**
- Protection de biotope**
- ZNIEFF de type 1**
- ZNIEFF de type 2**
- Cours d'eau de la trame bleue**
- Zones humides**
- Espaces naturels perméables relais**
- Grands espaces agricoles**
- Réservoirs de biodiversité**



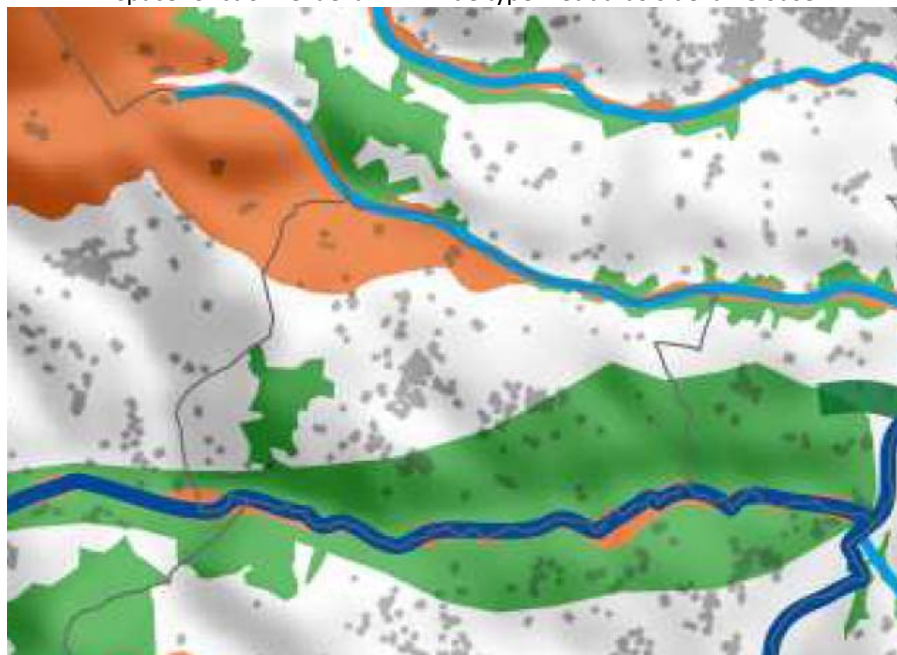
Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU



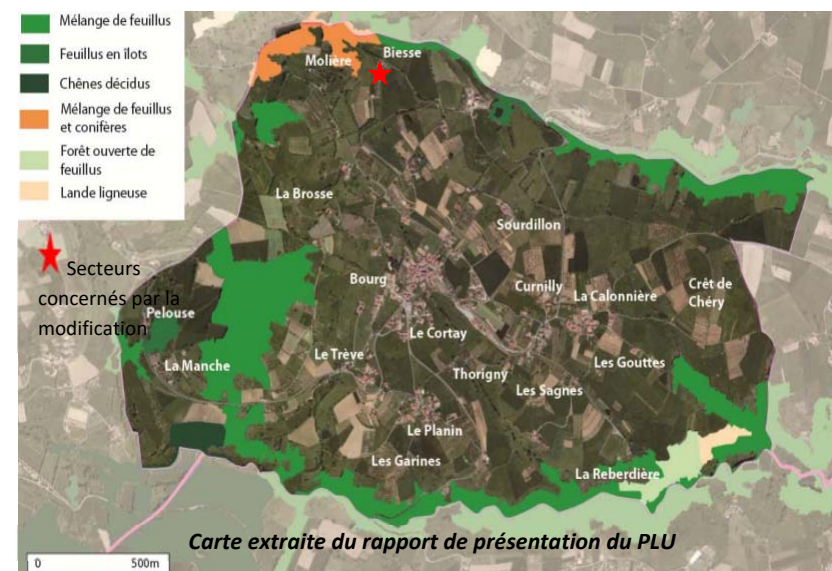
- La Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT de l'Ouest Lyonnais

Elle reprend également les éléments suivants :

- Espace noyau des 2 ZNIEFF de type I
- Trame bleue autour des 2 cours d'eau du Conan et du Penon
- Espace fonctionnel de la ZNIEFF de type II et du bois de la Pelouse

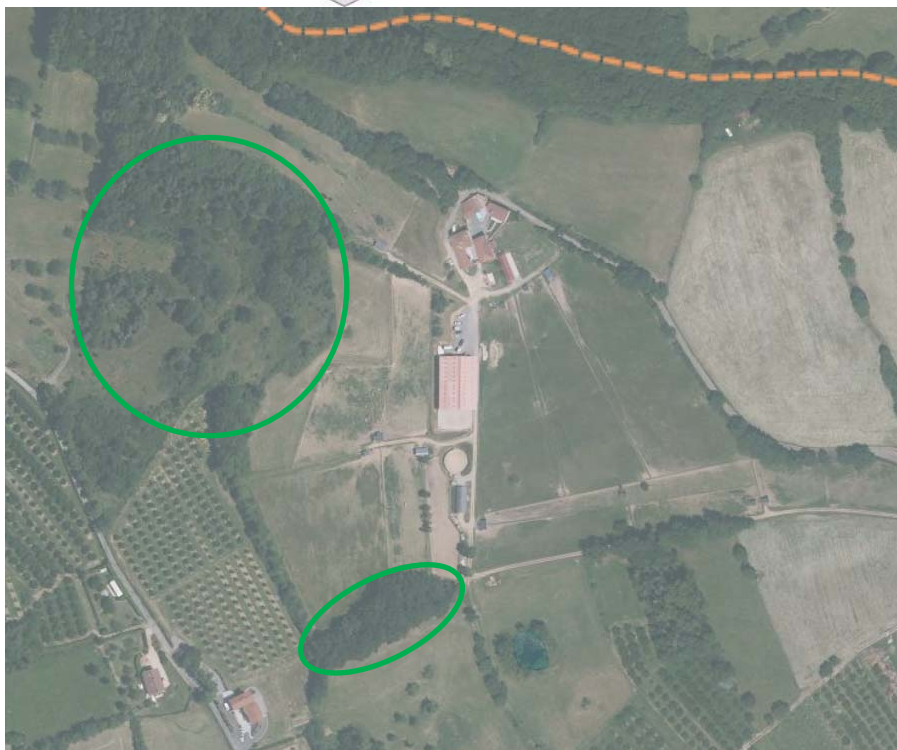


Les boisements



Plusieurs boisements sont présents sur la commune, principalement situés le long des cours d'eau en limite communale, ainsi que le principal massif boisé localisé au Sud-Ouest du territoire, au lieu-dit La Pelouse, sur une butte qui culmine à 584 mètres. Ces boisements sont essentiellement composés d'un mélange de feuillus, avec quelques conifères au Nord-Ouest et des landes ligneuses au Sud-Est.

Le secteur concerné par la modification n'est pas concerné par des boisements. Par contre, certains boisements situés à proximité sont préservés pour garantir une bonne intégration du projet dans le paysage et faciliter son intégration. Il s'agit notamment du boisement présent en limite Sud et au Nord.



Carte montrant les boisements préservés aux abords du projet de construction agricole.

Les espaces agricoles

Bibost fait patrie de la région agricole des Monts du Lyonnais. La commune s'étend sur une superficie de 535 hectares. Les exploitations de la commune pratiquent la polyculture et le poly-élevage.

Le secteur concerné par la présente concerne une exploitation agricole. L'objectif est de permettre le développement du centre équestre qui était jusque là limité. La modification concerne la prise en compte de bâtiments déjà existants et leur extension. Ils n'ont ainsi pas d'impact supplémentaire sur les terres agricoles. Le projet se situe en dehors du périmètre AOC.

Les parcelles concernées par le classement en zone agricole constructible sont de la prairie permanente - herbe prédominante (ressources fourragères ligneuses absentes ou peu présentes).





Aires AOC Coteaux du Lyonnais

LES ENJEUX PAYSAGERS

Un souci d'intégration paysagère des nouvelles constructions a été prise en compte par l'exploitant agricole, de part une implantation s'intégrant dans la topographie du site. De plus, les boisements à proximité sont préservés pour faciliter l'intégration paysagère des constructions en vue éloignée. Le site bénéficie en effet de vues lointaines intéressantes.



Vue depuis le site des Mollières

Par ailleurs, les matériaux et couleurs mises en place permettent de faciliter l'intégration des bâtiments dans le paysage.



LES NUISANCES ET RISQUES

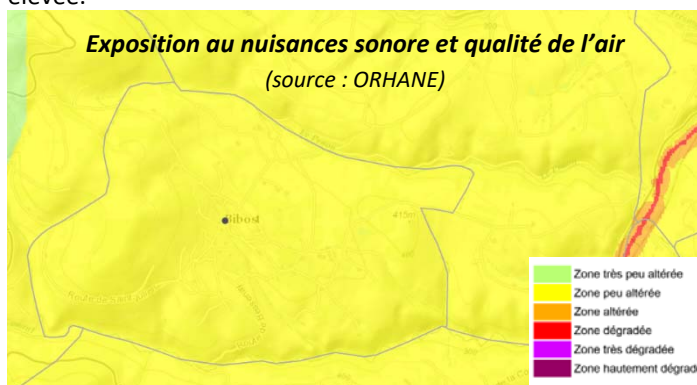
Nuisances et pollutions

- Bruit

La commune n'est pas concernée par cette nuisance puisqu'elle est excentrée des infrastructures de transport, vectrices de cette nuisance.

- Qualité de l'air

La qualité de l'air sur la commune est assez bonne. La quantité d'Ozone dans l'air peut cependant poser problème pendant l'été, lorsque la concentration est élevée.



La présente modification du PLU n'a que très peu d'impact sur ces enjeux. Il s'agit d'un secteur isolé sans tiers à proximité, limitant d'autant les nuisances.

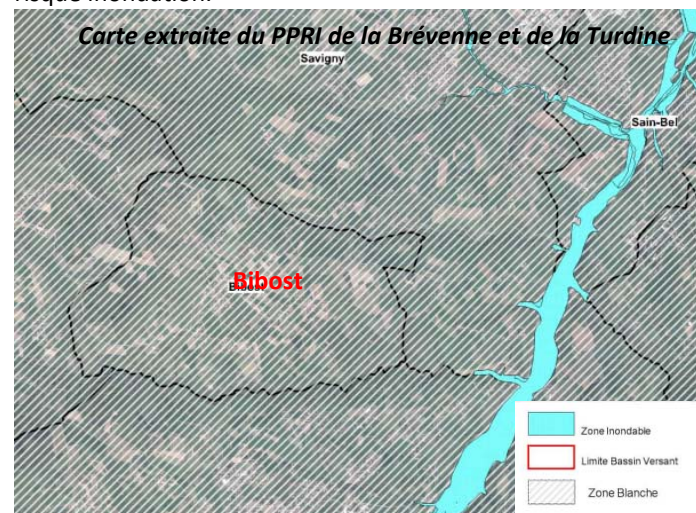
Des risques

- Risque d'inondation

Le risque d'inondation est présent sur la commune du fait de la présence du Penon et du Conan.

Un Plan de prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Brèvenne et de la Turdine a été approuvé le 22 mai 2012, par arrêté préfectoral. Cependant, la

commune est classée en zone blanche car elle n'est pas directement exposée au risque inondation.



Le secteur concerné par la présente procédure de modification est éloigné des cours d'eau et des zones inondables, situés à l'extérieur de la commune.

- Risque sismique

Le décret du 22 octobre 2010 a redéfini le zonage sismique du territoire français. La commune Bibost est classée en zone de sismicité de niveau 2, aléa « faible ». Ce classement implique des prescriptions particulières pour certaines constructions.

- Risque de Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration et du radium, présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Le potentiel radon de la commune est de catégorie 2 (moyen).



Commune de BIBOST – Modification n°1 du PLU

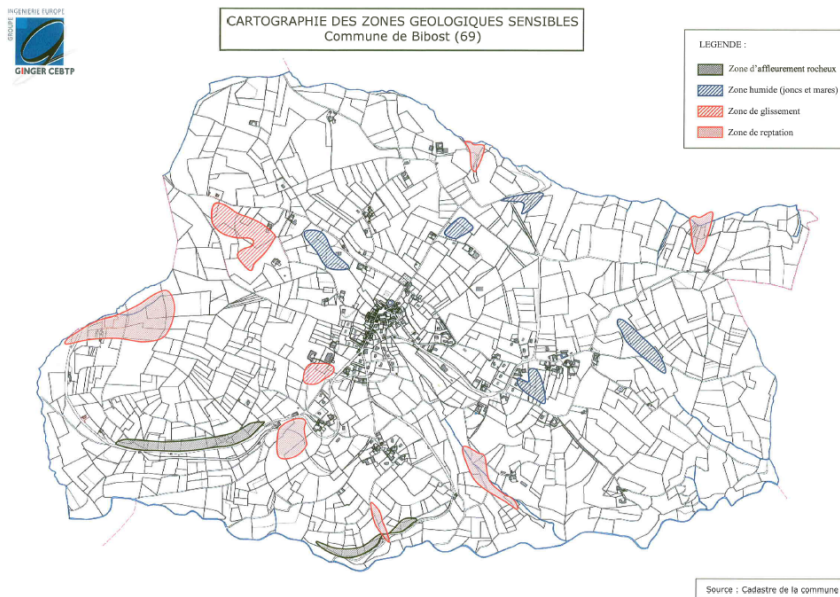


- Risque minier

Bibost est concerné par une ancienne concession de mines. Il s'agit de la concession de mines de cuivre, plomb, sulfite de cuivre et de fer de Saint-Bel. Le risque est considéré comme faible.

- Risque géologique

La commune a été recensée au niveau des risques géologiques. Aussi, dans le cadre des études du PLU, une étude géotechnique a été réalisée en 2011 sur l'ensemble de la commune. Elle a conduit à définir des secteurs de risques représentés sur le plan de zonage du PLU. **Le secteur de la modification n'est pas concerné par un risque géologique.**



- Sites et sols pollués

La commune ne recense aucun site ou sol pollué sur son territoire.

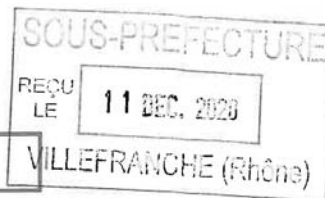


ANNEXE 1 : DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU 10 NOVEMBRE 2020



Extrait du registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 novembre 2020

DELIBERATION N° 2020-021



L'an deux mil vingt, le dix novembre, le Conseil Municipal de la commune de Bibost étant assemblé en session ordinaire, au centre d'animation de Bibost, après convocation légale du 02 novembre 2020.

Nombre de conseillers :
En exercice : 15
Présents : 14
Votants : 15

Présents : Franck CHAVEROT, Claire DOUVIER, Sandrine MARVALIN-GEANT, Jean-Philippe CHAUX, Valérie ROZIER, René MICHEL, Frédéric BONNARD, Frédéric CUVELIER, Laurent MARION, Eric BLANC, Josette RAYMOND, Didier GOUTTE, Thierry BEAU, Sophie BOUVARD

Excusés : Elodie GIDON pouvoir donné à Frédéric CUVELIER,

Secrétaire de séance : Eric BLANC

Objet: Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire rappelle que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé en 2013. Depuis, il n'a fait l'objet d'aucune modification.

Il présente en outre l'opportunité pour la commune de procéder à la modification du PLU prévue à l'article L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

En effet, il semble aujourd'hui nécessaire de faire quelques adaptations en tenant compte du contexte local en engageant une procédure de « modification simple » permettant éventuellement de :

- Etendre la zone naturelle Np au détriment de la zone agricole A pour permettre l'aménagement de bâtiments existants, dont la destination a quitté l'agriculture
- Etendre la zone agricole A au détriment de la zone agricole inconstructible As sur le secteur des Molières pour permettre le développement d'un centre équestre
- Modifier la zone Up pour permettre l'installation d'abris de jardin démontables..

Monsieur le Maire précise que dans le cadre de cette procédure de modification, la Commune sera accompagnée d'un bureau d'études spécialisé et que cette modification sera soumise à enquête publique.

LE CONSEIL MUNICIPAL :

- **Ayant écouté** l'exposé de M. le Maire
- **Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44,
- **Vu la délibération n° 2013-036 en date du 25 septembre 2013 du conseil municipal de la commune de Bibost approuvant le PLU,**
- **Considérant** les adaptations à réaliser
- **Considérant** qu'il convient pour cela de lancer une procédure de modification du PLU

à l'unanimité des membres votants

- 1) **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une procédure de modification du PLU
- 2) **DIT** qu'il convient pour cela de consulter des bureaux d'études spécialisés
- 3) **CHARGE** Monsieur le Maire et Madame le Receveur chacun pour ce qui le concerne de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé au registre les membres présents

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,
Pour copie conforme,
Le Maire,

Franck CHAVEROT

